

# Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique  
et pluraliste

BELGIQUE - BELGIË  
P.P.  
4020 LIÈGE 2  
BC 1896

N° d'agrément P201066  
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2  
Bimestriel, janv. / févr. 2006  
N° 64 - 2,50 €

ASBL - ® N° dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

## Sommaire

Partir, c'est mourir un peu  
/ P. Mélot p. 2

Nihilisme et pessimisme ...,  
/ J. Rogissart, pp. 3-4

Piège confédéral  
ou fraternité française  
/ M. De Middeleer, pp. 5-7

Commémoration du Congrès de '45  
discours de G. Régibeau, p. 7

La République n'est pas la France...  
/ P.-R. Mélon, pp. 8-9

Et si les Flamands nous larguaient...  
/ J. Rogissart, p. 10

Prix des transferts Nord-Sud  
/ A. Laurant, pp. 11-12

Freud, au secours! / Oculus, p. 13

Sortir du marasme  
/ J. Gridelet, p. 14

La Poste, on se paiera sur la bête  
/ M. Legrand, pp. 15-16

Billet sur la Francophonie  
/ P. Bertrand, p. 18

Festival d'Avignon (suite) p. 19

On nous écrit + Vient de paraître +  
Nous avons lu, pp. 20-23

À propos de Francorchamps  
/ P. Durieux, p. 23

Échos de France  
/ C. Opassich, pp. 24-26

Échos de Flandre  
/ J. Goffin, pp. 26-28

Épinglé dans la presse / Liénard  
+ De Middeleer pp. 29-31

Parlons chiffres  
/ P. Durieux, p. 31

Les articles n'engagent  
que leurs auteurs

POUR SAUVER LA BEL... EUH... LA WALLONIE,  
IK HEB U NODIG... J'AI BESOIN DE VOUS!



L'ÉQUIPE DE WALLONIE-FRANCE VOUS  
SOUHAITE UNE HEUREUSE ANNÉE 2006

# Partir, c'est mourir un peu. Un peu?

Pierre Mélot

Le ministre Flahaut (PS), chargé de la Défense nationale, l'a communiqué le 26 juillet dernier: l'Institut géographique national (IGN), établissement parastatal dépendant de la Défense nationale, va devoir quitter ses locaux de l'abbaye de La Cambre à Bruxelles (Ixelles). Destination envisagée? La commune flamande de Tervuren! Il se fait que dans cette verdoyante commune néerlandophone, la caserne Commandant Panquin, en partie disponible, pourrait être aménagée d'ici à 2009 pour accueillir cet institut hautement spécialisé. Le déménagement — qui n'aurait rien de provisoire, vous vous en doutez — commence par soulever un sérieux problème juridique: la loi organique créant l'IGN précise que son siège est situé dans l'Agglomération bruxelloise, devenue la Région bruxelloise (19 communes). Qu'à cela ne tienne, semble dire le ministre. S'il faut changer un article de la loi, on le changera. Oui mais, ce n'est pas si simple... Les lois linguistiques de 1963 imposent, en Région flamande, l'usage du néerlandais dans les relations du travail. Le personnel francophone de l'IGN serait donc astreint à passer l'examen de connaissance du néerlandais devant le SELOR, ce qui, dans les faits, reviendrait à réduire fortement les effectifs francophones.

D'autres conséquences ne manqueraient pas de surgir, surtout pour le personnel francophone, ainsi délocalisé. Puisque Tervuren (en néerlandais: *Tervuren*) est situé dans l'arrondissement de Louvain (*Leuven*), la langue des tribunaux y est le néerlandais. Se pose donc la question: dans quelle langue les contentieux seraient-ils réglés pour les agents francophones (par exemple, devant le tribunal du travail)? On espère que le ministre s'est soucié de cette question, de même que des problèmes de déplacements, restructurations, etc., mais on ignore de quelle manière il les a résolus.

En revanche, le ministre s'exprime plus longuement sur la raison du déménagement. Elle repose sur une étude concluant que les travaux de rénovation de l'abbaye de

La Cambre (dont la Défense nationale est propriétaire) se monteraient à près de 3 millions d'euros, somme bien supérieure aux frais d'aménagement de la caserne Commandant Panquin nécessaires pour l'installation de l'IGN. Il précise même, comme pour atténuer le choc de cette transplantation, que le produit de la vente de l'abbaye (car il y a de la vente dans l'air...) pourrait être réinvesti dans les missions de l'IGN. Faut quand même pas prendre les citoyens pour des naïfs! Depuis quand le produit de la vente d'un bien de l'État est-il assuré d'être réinjecté automatiquement dans un service particulier au lieu d'être versé sur le compte global de l'État? Mais ce qui inquiète le plus le personnel, à juste titre, c'est tout simplement l'avenir même de l'IGN. Tous les services seront-ils maintenus quand on sait que certains matériels, lourds, quasi intransportables et présentant un degré élevé de spécificité, mais indispensables à l'impression des cartes géographiques, risquent de faire les frais de l'opération? En d'autres termes, ce transfert n'est-il pas l'occasion - le prétexte? - pour réduire insidieusement la voilure et, *in fine*, pour supprimer l'IGN? Et, éventuellement, recourir à la sous-traitance si l'on veut maintenir les missions existantes?

Quant à la vente de l'abbaye de La Cambre (mise à la disposition de l'IGN, il est vrai, par sa propriétaire, la Défense nationale), de quoi s'agit-il? Le futur acheteur est-il déjà connu? En tout cas, la Région bruxelloise ne cache pas son souhait d'y implanter les services de son gouvernement. Dans l'état actuel de ce double dossier, il paraît acquis que le gouvernement bruxellois s'installera dans les prestigieux bâtiments de l'abbaye de La Cambre. Le sort de l'IGN, lui, n'est pas encore scellé. Ah, ces éternels écueils linguistiques! Et dire qu'il y en a encore qui s'obstinent à les nier. Mais quelle que soit la solution retenue, le pouvoir politique doit être averti: il ne s'agit pas de sacrifier **230 emplois bruxellois** pour offrir un palais au gouvernement bruxellois... ■

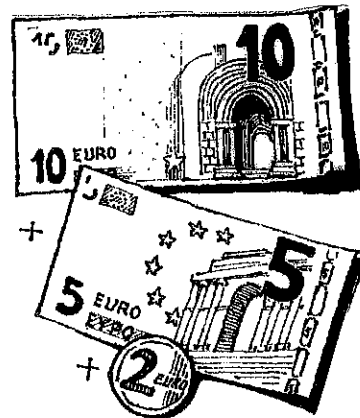
## À nos abonnés

Comme vous le savez, le montant de l'abonnement à notre périodique (6 numéros par an) est resté inchangé depuis plusieurs années.

L'augmentation des coûts, notamment des frais postaux, nous a conduits à porter, dès janvier 2006, le montant de l'abonnement ordinaire à **17 euros**.

L'abonnement de soutien démarre à **22 euros**... afin de permettre à *Wallonie-France* d'élargir encore son audience!

Pour nos amis français, le montant est respectivement de **19,50 et 24,50 euros** (voir en dernière page).



# Nihilisme et pessimisme, un dangereux mélange

Jacques Roglissart

Face aux malandrins du PS, M. Di Rupo est un peu comme le pape avec ses prêtres déviants sexuels. On en découvre tellement que force est de chercher une cause structurelle au phénomène. L'ennui, c'est qu'il est toujours périlleux pour une vieille institution de travailler sur ses structures. Espérons que l'empereur du boulevard, comme l'appelle M. Dehousse, persévéra dans l'épuration dont il clame la nécessité, sans se laisser rebuter par les remugles des sentines et sans ciller sous la lumière vive qui dérobe à l'obscurité cryptes et passages secrets.



En attendant, une distinction s'impose entre les populations à risque précitées. Les clercs démanés de la braquette croient encore un tant soit peu au ciel et à l'enfer. Les châtélains sociaux-démocrates, eux, ne croient plus en rien: ni à leur pays, ni à leur peuple, ni surtout à ce qui est consigné dans leurs chartes doctrinales. Ils ne ressentent plus que le puissant attrait du pouvoir d'où procède, pour bon nombre d'entre eux, une fascination pour l'argent et pour les sorciers de la finance. Leur indifférence vis-à-vis du dévoiement néo-libéral de la soi-disant construction européenne a beau susciter dans leurs rangs des questionnements et même des révoltes, ils sont amnésiques dans le registre de l'idéal. Avoir hissé sur le pavois des Delors, des Lamy, des Kinock, des Van Miert et tant d'autres qui étaient ou sont devenus des contre-incarnations parfaites du vrai socialisme connoté, entre d'innombrables signes, le mensonge de leurs discours. On ne s'étonne plus dès lors de leurs acquiescements successifs aux effets de régression sociale qu'engendre fatalement le système euro-mondialiste. Non contents d'avancer souvent plus vite en ce sens que la droite lorsqu'elle gouverne seule, ils professent sur le mode thatcherien qu'il n'y a pas d'alternative. C'est encore ce que vient de dire Mme Onkelinx aux mécontents du pacte de solidarité entre les généra-

tions — belle étiquette trompeuse sur un flacon d'austérité. S'il n'y a pas d'alternative, à quoi servent les ministres, les vice-Premiers et Premiers ministres? Introduisons les données dans un ordinateur qui crachera en quelques nano-secondes la seule prescription possible. Et, à la limite, supprimons les élections puisque les sondages nous "apprennent" par exemple que 83 % des Belges veulent l'unité du royaume (la réalité électorale le dément déjà pour la Flandre) et que 75 % veulent la Constitution européenne.

Surtout pas de référendum! Le bon José Happart s'est oublié jusqu'à proclamer le droit incessible de la haute caste politique à conserver le monopole de l'analyse et de la décision. La savante élite que celle-là! Les imprudences, les cafouillages et les censures qui font du dossier de Francorchamps un gribouillis digne d'un test Rorschach illustre sa compétence dans les affaires secondaires comme dans la grande stratégie. Et encore s'abstient-on d'aller jusqu'au fond du problème: faut-il verser des centaines de millions d'euros pour lancer sur le circuit des bolides gaspilleurs d'énergie, nuisibles à l'environnement et incitateurs à des vitesses sur les routes ordinaires qu'elles arrosent de larmes et de sang? N'y a-t-il pas d'alternative là non plus? Si la réponse est négative, préparez-vous une fois de plus à faire l'impasse sur les vrais besoins collectifs, à enterrer le "plan Marshall" et à planter un saule sur la fosse. Car il sera alors établi que l'actuelle "gouvernance" wallonne a perdu, bien au-delà de ce scandale d'incompétence, la capacité de voir les priorités et les proportions.

Cette défaillance de la pensée fait grandir aussi la menace de l'insécurité. Oublieux de la tardive mise en garde de M. Jospin contre l'angélisme, les sociaux-démocrates y sont particulièrement exposés. Un reste de marxisme — un marxisme de café du commerce, les régimes communistes furent moins naïfs — les porte à faire des crimes et délits une conséquence directe de l'injustice sociale. Il ne faut certes pas abstraire ce facteur de l'équation, mais celle-ci en comporte bien d'autres et l'on se condamne à ne rien comprendre au fléau si on les néglige. Ce qui vient de se passer dans les "banlieues" françaises (la subversion du vocabulaire est un symptôme du mal) en donne une nouvelle démonstration. Le caractère ethnique des émeutes crève les yeux et M. Finkelkraut a raison d'observer que les jeunes de souche européenne, pourtant eux aussi atteints par les méfaits du désordre économique, n'y ont eu qu'une part infime. La réalité, et combien est-ce encore plus vrai en Belgique, est que des minorités actives d'allochtones ont conservé les structures mentales de leurs sociétés d'origine et qu'elles ne sont pas compatibles avec notre civilisation. Le modèle républicain garde toute sa pertinence, le hic est que la politique assimilatrice a subi des freinages par timidité et par peur. Or, elle ne saurait réussir sans un refoulement méthodique des asociaux étrangers, voire sans retrait de la nationalité à ceux qui s'en montrent indignes. Il faut naturellement >>>

aussi gratifier ceux qui s'assimilent en les soustrayant tant que faire se peut aux discriminations injustes et vexatoires (que ne l'a-t-on fait d'abord pour nos frères harkis dont les pères furent plus nombreux dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie que les combattants du F.L.N.!) Je ne suis pas du fan club de M. Sarkozy, mais il a mille fois raison de diagnostiquer que «la première cause de désespoir dans les quartiers (difficiles), c'est le trafic de drogue, la loi des bandes, la dictature de la peur et la démission de la République». Situation inconnue de ce côté-ci du Quiévrain? Allons donc! Seulement, on essaie à toute force de faire l'autruche. Je suis encore moins un admirateur de M. Dewinter que du ministre français de l'Intérieur, mais je me fais du souci en lisant dans la presse (sans avoir pu, il est vrai, consulter le dossier) que le PS et une secte auto-proclamée droit-de-l'hommeiste l'attaquent en justice pour avoir écrit que la subversion islamiste progresse en Europe et que les agressions contre les juifs sont le fait de jeunes d'origine maghrébine. Comment construire une politique de prévention, d'intégration et de répression si l'on se noue pareillement un bandeau sur les yeux — et qu'on ne me fasse pas dire que le Vlaams Belang est politiquement correct — ?

Un fil rouge relie les causes de nos grands maux collectifs. Le régime ne sait plus, non seulement où il va, mais où il veut aller. Quand il a des éclairs de lucidité, c'est pour découvrir que "l'Europe" l'a livré au blizzard du laisser-faire mondialisé. Tant que la société civile ne les devancera pas, comme elle l'a fait pour la sensibilisation aux problèmes écologiques, nos partis traditionnels seront incapables d'ouvrir la bonne boîte à outils. C'est pourquoi, au risque de lasser avec la même antienne, j'invite à voir l'extrême proximité de la question nationale et des luttes sociales. La Wallonie est plus faible, plus en danger aussi que la Flandre, parce qu'elle n'a pas encore conscience de ce qu'elle est. Mais elle exprime son malaise en protestant contre l'étouffement du néo-libéralisme, la seule internationale qui ait de la consistance — pour le malheur des nations qu'il afflige. Le rôle actuel du Mouvement wallon est de l'aider à rassembler les pièces éparses du jeu de patience pour qu'elle comprenne vraiment ce qui lui arrive et comment elle peut reprendre prise sur son sort. Ce n'est pas par futilité que les dirigeants belgicains cherchent à la séparer de la France, matrice par excellence de l'Etat-nation républicain. Dans la mesure où ils y parviennent, ils attirent sur elle les forces de la dislocation économique et peut-être territoriale. Mais il y a de solides raisons d'espérer qu'elle secrétera des anticorps en réplique à leurs poisons.

Comme toujours, les Flamands font ce qu'ils peuvent pour l'y aider. Le groupe *In de Warande* (dans le parc) que dirige l'ancien président de la *Kredietbank* Remi Vermeiren vient de leur constituer un dossier instructif sur les avantages qu'ils tireraient de l'indépendance. Ah, ce n'est pas une leçon d'amour qui nous est adressée de ce parc-là (1)! Ni une bordée d'insultes, d'ailleurs. C'est la feuille de route sans fioritures d'un séparatisme voulu par des gens de finance et de presse qui ont pesé lourd dans leur secteur. Je ne dis pas qu'elle est solidement fondée dans son raisonnement économique. Je

crois même que le sentiment s'y mêle aux chiffres beaucoup plus que ne le prétendent les auteurs. Mais elle intègre dans une vision cohérente les divers aspects d'un projet national jailli d'un peuple sûr de lui et de ses chances. Naturellement, la machine à décerveler les francophones, dont nous avons si souvent dénoncé les méfaits, s'est mise en marche au quart de tour. Et de nous asséner que les promeneurs du parc de M. Vermeiren sont vieux (on sait pourtant depuis Hegel que l'oiseau de la sage Minerve prend son envol à la tombée du jour), qu'ils sont isolés et que la jeunesse flamande a d'autres soucis (ceux de M. Di Rupo sans doute?). Le président du CD&V Yves Leterme, sans leur décerner un satisfecit, a tenu à prévenir tout malentendu en disant à haute et intelligible voix que «beaucoup de Flamands pensent comme eux».

En fait, il ne se passe plus de semaine sans que le Nord darde sur nous de nouvelles sommations, une des dernières visant les locataires sociaux de langue française des communes de la périphérie bruxelloise. Tout "zinneke" qu'il soit, le ministre-président bruxellois Charles Picqué ne se berce plus de la moindre illusion. Malgré la censure du célèbre boulevard, il énonce des scénarios pour sa région à partir de l'éventualité du divorce belge. Il est consternant qu'aucun dirigeant wallon n'ose en faire autant. C'est une donnée permanente de notre problème. Elle nous coûtera cher dans le calcul final.

Non contente de sonner l'extinction des feux à l'heure de la diane, la gent belgiciste s'évertue à nous présenter la France comme un épouvantail. À l'entendre, le modèle républicain est en miettes, l'économie de l'Hexagone, trop peu flexible (le vieux refrain néo-libéral), accumule les ratés et, l'axe franco-allemand étant scié ou peu s'en faut, la direction de l'Europe lui échappe. Il y a six mois, elle prédisait encore que M. Blair allait devenir le maître du continent, mais la piètre présidence communautaire du bouillant et souriant Tony, en perte de vitesse dans son propre parti, nous épargne du moins ce couplet de la chanson. Eh bien, tout cela est très bon signe! Le dénigrement obsessionnel de la France n'exprime rien d'autre que sa proximité dans la réflexion politique des Wallons. Les pâles lampions du 175<sup>e</sup> anniversaire de la Belgique se sont éteints dans l'indifférence générale de ses peuples. Médias et politologues nous préparent à son décès. Quel meilleur sort nous attendrait que la réunion à la République? Je regrette, notez-le bien, que l'idée soit portée en Wallonie par la méfiance d'elle-même et par une crainte irraisonnée de la ruine. C'est avec la fierté de ce que nous sommes et avec des comptes bien en ordre qu'il faudrait devenir des citoyens français. Qu'on le veuille ou non, une période d'indépendance, aussi brève soit-elle, précéderait la solution finale. Donnerons-nous à la France le pitoyable spectacle que notre classe politique nous a fait jouer dans le royaume des Saxe-Cobourg? Cela ne modifierait pas le cours naturel de notre histoire, mais il resterait dans notre mentalité collective une honte stérilisante que nous traînerions longtemps. ■

(1) Vous souvient-il du délicieux roman de René Boylesve *La Leçon d'Amour dans un Parc* (1902)?

# Piège confédéral ou fraternité française?

Marc De Middeleer, docteur en droit, UCL

La fête des "175-25" ans de la Belgique n'aura pas ému grand monde. Un pétard mouillé, surtout en Flandre. Fait notable, mais sans surprise. «Qu'on le veuille ou non, qu'on le regrette ou pas, la Belgique aborde les lendemains de son 175<sup>e</sup> anniversaire avec une démarche mal assurée. Chaque avancée fédéraliste, chaque transfert des compétences, chaque nouvelle revendication autonomiste — il faut être sourd pour ne pas les entendre — agit comme un bâtonnet de mi-kado que l'on retire d'un échafaudage de plus en plus fragile (...) Ce n'est pas un hasard.

Né d'un accident de l'histoire, dopé aux compromis, le fédéralisme à la belge a été conçu, non pas "dès l'origine" pour réunir des entités disparates, mais "par la suite", comme un remède à une désunion croissante. Entre compatriotes? Nenni, "Entre voisins", c'est par cet éditorial que Stéphane Renard ouvre le numéro spécial tête-bêche *Le Vif/L'Express-Knack* intitulé: Nous, les francophones; nous, les Flamands (24.11.05).

Le 23 novembre, la RTBF, peu wallonne et "socialiste-monarchiste", consacrait son reportage d'investigation *Question à la une au Naufrage qui menace le bateau Belgique*, montrant les similarités avec la dissolution de l'amalgame tchécoslovaque et le plan d'assimilation-absorption par la Flandre de Bruxelles et de sa périphérie française (sans "facilités" à terme, bien sûr).

A l'évocation d'un désaccord persistant entre Wallons et Flamands suite aux élections législatives de 2007, l'écrivain Jacques Nelrync, de souche bruxelloise, eut ce mot: «Un pays superflu n'a pas besoin de gouvernement».

Le 26 novembre — pour que personne ne l'ignore plus! —, le cercle de réflexion de patrons et leaders d'opinion flamands influents (*De Warande*) publiait son Manifeste en faveur de la désintégration des structures de l'État belge et pour l'indépendance du Pays flamand.

## Scénario connu

On assiste alors au scénario bien connu: du côté des Wallons et de Bruxelles, la volonté de se convaincre que le nationalisme flamand restera un «épiphénomène émanant de nostalgiques extrémistes» selon l'expression de G. Jacobs (UCB) et que les actes et les discours des politiciens flamands ne reflètent pas du tout la pensée et les vœux du bon peuple flamand dont un quart de l'électorat vote déjà pour le *Vlaams Belang*, sans oublier les Coppieters et autres De Decker. Et du côté des Flamands, il y a l'art de la simulation et de la dissimulation de leurs objectifs ultimes et vrais.

Leur sens politique machiavélien est d'autant plus ancré que — contrairement aux Wallons — la construction de l'identité flamande remonte quasiment à la naissance de la Belgique et devient un problème obsessionnel dès 1914. Les historiens viennent tout récemment de le reconnaître. On retrouve en 2005 le ministre-président de la Flandre Y. Leterme, en tête du classement de la popularité (selon le sondage de novembre 2005), paradant à la Tour de l'Yser. Symbole ô combien éclairant!

En fait de dissimulation, épinglons Wilfried Martens, militant flamant, ex-Premier ministre "belge" pendant 11 ans, député européen, qui se plaît maintenant à dénoncer, dans la presse et à la télévision, l'objectif confédéral des Flamands et "leurs revendications excessives".



Or, on ne peut oublier les suggestions de réforme de l'État belge que le même Martens, membre du comité directeur du VVB (mouvement populaire flamand), émit avec force au Congrès du 4 février 1962 (voir H. de Ridder: *Le cas Martens*, Duculot, 1991):

«1°. Le territoire constitue l'infrastructure des États fédérés de Flandre et de Wallonie. C'est pourquoi il faut fixer la frontière linguistique et il faut aussi supprimer toutes les facilités dans les communes de la frontière linguistique. C'est pourquoi il faut aussi supprimer toutes les classes de transmutation et toute forme d'enseignement francophone en Flandre.

2°. Les Communautés flamande et wallonne doivent posséder leurs propres assemblée législative, gouvernement et pouvoir judiciaire.

3°. Les Communautés doivent obtenir une indépendance politique adéquate.

4°. Il ne peut être question de fédéralisme si les États de la fédération ne disposent pas de revenus propres.

5°. Bruxelles constitue un territoire fédéral. Ce qui signifie que les soi-disant communes périphériques de Bruxelles font partie intégrante de l'État flamand. Le Conseil de Bruxelles, composé paritairement de Flamands et de francophones, nommera un Collège composé paritairement. La présidence sera assurée à tour de rôle par un Flamand et par un francophone». (ndlr: ou comment miner le centre international francophone de Bruxelles).

## Objectif constant

Ne sont-ce pas là les revendications nationalistes de la Flandre d'aujourd'hui?

L'objectif est constant, il est bel et bien confédéral, et il est préparé et poursuivi par la Flandre de manière volontariste. Mais habilement, par coups fourrés successifs, ces fameux compromis que les "dindons de la farce", les Wallons et les Bruxellois, se flattent inconsidérément d'obtenir

>>>

Quel sera donc en réponse le projet politique et diplomatique sérieux de la Belgique française? «Le fédéralisme belge connaît l'échec à cause d'un nationalisme flamand aux relents de plus en plus intolérants, mais aussi à cause de la faiblesse de la gouvernance wallonne. La pire des réponses à cette absence d'ambition pour la Wallonie serait de se réfugier dans un belgicisme du passé» (Perspectives francophones, oct./nov.2005).

Il y a des obstacles à surmonter et du bon terreau à utiliser, comme le rappelle l'historien Philippe Destatte: «Les Wallons ont hésité à s'inscrire dans une dynamique nationale wallonne parce qu'ils ont été longtemps soumis à d'autres influences: les mille ans de la nation liégeoise, par exemple, le patriotisme français sous la République, le Consulat et l'Empire, l'alliance militaire avec la France de 1914 à 1936, le gaullisme pendant la Seconde Guerre mondiale, etc. Ensuite, le modèle national flamand et certaines de ces dérives leur ont inspiré de la réprobation plutôt qu'un désir d'initiative. Enfin, la construction assez récente, dans les années '70, du nationalisme belge francophone les a enfermés dans la vision d'une communauté bâtie sur la langue française, mais distante de la France...»

### Identité et atouts wallons

L'enfermement dans le nationalisme belge, c'est l'abcès débilant. Ne reconnaît-on pas partout comme tel le Flamand avec un grand "F" face au francophone avec un modeste petit "f"? Ô paradoxe!

Sans oublier les Gardes wallonnes de l'Ancien Régime, les grands musiciens wallons et le brillant passé industriel wallon qui a fertilisé tous les continents. Il est grand temps pour le Wallon de retrouver son identité et sa fierté — c'est son devoir — et de valoriser ses atouts actuels dans la recherche et l'innovation, dans les arts audiovisuels et les lettres. L'Union wallonne des Entreprises (UWE) relève, dans son tout dernier rapport que la Wallonie réalise des scores supérieurs à la moyenne européenne dans trois domaines: l'investissement privé dans la recherche, la part de la population active diplômée de l'enseignement supérieur et le nombre de demandes de brevets d'invention par habitant.

La qualité des universités de Liège, Louvain-la-Neuve, Mons, Namur et Bruxelles et des entreprises wallonnes d'aéronautique, du spatial et des biotechnologies constitue un vrai potentiel. Ce potentiel pâtit hélas! de la dépréciation et du désintérêt dont souffre la Région wallonne dans le cadre flamando-belge.

### Le piège

Mais la bulle de la Belgique aristocratique et bourgeoise de culture française a depuis longtemps éclaté.

1932, 1962, 1970, 1992, 2003... bientôt 2007; les réformes de l'État toutes animées par le nationalisme flamand enferment les Wallons et les Bruxellois dans le piège d'une Belgique confédérale, sinon de droit, du moins de fait.

Coquille vide, le royaume garderait demain le nom, un décor royal, quelques institutions et Bruxelles-Capitale de telle manière que la Flandre puisse continuer à y exercer sa tutelle dominatrice et à monopoliser de plus en plus les postes de direction dans les entreprises et les organismes "belges". Qui ne s'en inquiète aujourd'hui? Pour le reste, par saucissonnages progressifs, tous les domaines seront scindés: fiscalité, sécurité sociale, économie et emploi, budgets, relations extérieures, etc. Flandre, Wallonie: chacun pour soi et selon ses

moyens! Oubliées la solidarité "belge" et l'égalité citoyenne! Guy Denis le notait fort bien déjà en 1997: «Ce scénario non seulement enterrerait la Wallonie en préservant, en paroles, l'idée de la Wallonie, mais il préserverait un pays dont ne parvient pas à se défaire une caste francophone, belgicaine et conservatrice. Face à une Wallonie réunie et soumise, face à une capitale à conquérir lentement mais sûrement, la Flandre verrait l'avenir en rose sous le nom de Belgique» (France-Wallonie, l'impossible mariage?, éd. B. Gilson).

### Le nez hors du guidon

Le titre de l'ouvrage, sous sa forme interrogative, pose la vraie question dans la perspective du piège évoqué ci-dessus et d'une politique prospective à long terme, le nez hors du petit guidon politicien.

Wallonie-Bruxelles: la "Belgique romande" peut-elle rechercher son salut dans ce qui deviendrait demain une "République wallonne" autonome ou quasi autonome?

L'actualité des "affaires" (logements sociaux, conventions F1-Francorchamps et Ryanair, Charleroi) — révélatrices d'ignobles passe-droits et détournements ou de mode de négociation et d'engagement contractuels d'une irresponsabilité crasse — discrédite et ferme cette voie, le cul-de-sac décrit par Louis Michel.

La Wallonie n'est certes pas le PS, mais, comme le souligne Jean Guy, ancien rédacteur du *Peuple*, dans *La Libre* (26.11.05), «le PS y occupe aujourd'hui le pouvoir pour le pouvoir, par son système de privilèges». Et, fait aisément observable, l'un ou l'autre des partis concurrents fait l'appoint au pouvoir dans un système commun à tous, autopsié crûment mais très justement par cet observateur socialiste honnête: «cynisme, affairisme, clientélisme et carriérisme».



«La Belgique est ce pays inventé par les Anglais pour embêter les Français», comme le disait, avec humour mais pertinence, Charles de Gaulle.

1830 est loin et la scène européenne et mondiale a radicalement changé en ce XXI<sup>e</sup> siècle; les rapports de force géopolitiques aussi. Régionalisme et fédéralisme centrifuge, sous le prétexte trop souvent avancé de "l'Europe des Régions", sont un leurre parfait. La Flamande Mme De Vits, aujourd'hui députée européenne, l'affirme clairement: «Au niveau de l'UE où les grandes décisions se prennent, ce sont les États qui négocient. L'Europe des Régions est un leurre. Le Comité des Régions, ce sont désormais plus de 150 entités. Cela ne fonctionne pas du tout.» (*La Libre*, 23.11.05).

### L'Espace français

L'Espace français d'Europe ne peut, par imprévoyance ou négligence, s'autoriser à perdre la Région de Bruxelles francophone, centre international stratégique, sous la menace flamande et anglo-saxonne très réelle... >>>

Et la Wallonie, terre romane millénaire, en est une région consanguine par ses racines gallo-romaines, sa langue, ses dialectes partagés avec la France, sa culture et ses institutions héritées de la Convention et de l'Empire. Elle ne peut rien attendre de la Flandre nationaliste. Des traités de coopération étroite ont été signés entre la France, la Région wallonne et la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Puis-

sent les partis vouloir leur donner corps et mettre en place les commissions permanentes prévues et nécessaires à la réalisation concrète des alliances et des rapprochements annoncés et enfin bâtir ensemble un avenir commun!

L'Histoire est en marche! ■

## Discours de Georges Régibeau au Parc de la Boverie à Liège 21 octobre 2005 (60e anniversaire du Congrès National Wallon de 1945).

*«175 ans. L'histoire au service des régimes en place. 175 ans. Les anniversaires, on les choisit, on les utilise. On les oublie, évidemment, quand ils dérangent. C'est de bonne guerre. Mais, quoi que l'on fête, le passé agit comme une force inconsciente.*

*La Belgique, en niant longtemps les aspirations de la Flandre et de la Wallonie, a cru pouvoir les étouffer. Le drame est qu'elle y soit parvenue à moitié. Au sud de la frontière linguistique, elle a chloroformé les esprits; tandis que la Flandre, après avoir pris le contrôle de l'État belge, au mieux de ses intérêts, se prépare à l'indépendance.*

*175 ans. Un bel anniversaire de mariage. Que la Wallonie fête seule. Le drame, aujourd'hui, c'est que, devant la menace de sécession flamande, les Wallons se réfugient dans une identité belgo-flamando-monarchiste qui ressemble à une chausse-trape. Avec la complicité de sa classe politique et des médias francophones, la Wallonie s'accroche à une branche morte. À un leurre. À une couronne. À un sourire. À rien du tout.*

*Quel avenir pour la Wallonie? En célébrant la Belgique et son « fédéralisme d'union », alors que l'affrontement communautaire est quasi permanent, ce ne sont pas les Flamands qu'on abuse.*

*Est-ce une façon de gagner du temps? Un an? Deux ans? Cinq, peut-être? Avec l'espoir que la Wallonie se redresse avant d'être lâchée par la Flandre? Ou celui de se fondre dans une Europe fédérale, généreuse, une Europe sociale? Qu'on juge du résultat. La Wallonie végète. Économiquement. Moralement. Politiquement. Loin d'avoir élargi son autonomie réelle, il lui suffit d'être, encore un peu, le sud de la Belgique, un sud qui a perdu le nord, dont les Flamands se débarrasseront quand ils l'auront décidé. Se mentir à soi-même et se tromper d'objectif, est-ce la meilleure façon de s'épanouir?*

*Parlons vrai, quitte à indisposer tous ceux qui rêvent encore d'unité, dans ce pays improbable, ce pays imaginaire où Peter Pan joue avec la fée Clochette. J'entends bien que les esprits ne sont pas mûrs. Mais quand le coq wallon se prend pour une autruche, enfouissant sa petite tête dans le drapeau noir-jaune-rouge, c'est avec son cul qu'il regarde l'avenir. Qui est responsable?*

*Les participants au Congrès wallon de 1945 n'ont pas voulu ça. C'est même pour éviter un tel scénario qu'ils ont jugé nécessaire de réunir un Congrès national wallon qui tracerait la voie à suivre. Un congrès représentatif de tout ce que la Wallonie comptait alors de forces vives, susceptible de marquer durablement les esprits.*

*C'était il y a soixante ans aujourd'hui.*

*La Wallonie, à l'époque, avait encore de la vigueur. Du caractère. Mais elle sentait venir le moment où elle n'aurait plus grand-chose à dire en Belgique. Où son économie étoufferait. Où son destin lui échapperait.*

*Ce moment-là est arrivé, doucement, sans nous faire trop mal. Juste une poussée de fièvre en '50. Une autre en '60. Et puis une double aspirine, appelée Contrat d'avenir. Un anti-dépresseur, appelé Plan Marshall. La Wallonie ne va pas bien du tout. Mais nous avons fini par nous habituer.*

*Il y a 60 ans, a-t-on oublié que le premier mouvement du Congrès de Liège a été de plébisciter la réunion de la Wallonie à la France? Vote sentimental, s'est-on comme excusé, pour en atténuer les effets. Liberté de parole, émotion, passion. Aspiration déraisonnable aussitôt confrontée à un second vote, à main levée celui-là, par crainte d'un éventuel "dérapage".*

*Finalement, on se mit d'accord pour réclamer le fédéralisme, nouvel horizon pour une Wallonie inquiète mais volontaire. Avec le fédéralisme, on se donnerait les moyens de sauver la Wallonie. Avec le fédéralisme, on se rapprocherait de la France. En 1945, vous l'imaginez, cela suffisait pour que les zéloteurs de la monarchie belge étouffent d'indignation. Mais il y avait de nombreux résistants dans cette assemblée de Liège. Des victimes du nazisme. Des députés. Des ministres. Des professeurs d'université. Des hommes qui, tous ensemble, étaient la conscience éveillée du peuple wallon. Ils n'ont pas été remplacés.*

*A l'issue du Congrès, l'écrivain Charles Plisnier prit la parole. Il apportait la conclusion que tout le monde attendait quand il lança l'avertissement suivant. Je cite (il parle du fédéralisme): « Lorsque nous aurons fait cette expérience ultime et si, comme je le crains, cette expérience avorte, alors nous serions justifiés à nous tourner vers la France et aucun reproche ne pourrait nous être adressé, car cette expérience, nous la ferons en toute loyauté et sans arrière-pensée d'aucune sorte. Alors, nous lui dirions: Maintenant, France, au secours! et croyez-le bien, elle viendra! ».*

*Aussitôt, l'assemblée entonna, debout, la Marseillaise. Une Marseillaise dont on a dit qu'elle fut davantage pleurée que chantée.*

*Soixante ans ont passé. Vingt-cinq depuis la création de la Région wallonne. Il est juste, sinon urgent, de s'interroger sur le bilan du fédéralisme à la belge. Ce bric-à-brac institutionnel, toujours remis sur la table, collant à la réalité belge, c'est-à-dire transitoire, a-t-il sauvé la Wallonie du déclin?*

*Assure-t-il au moins son avenir? Poser la question, c'est déjà y répondre. » ■*

# La République n'est pas la France, et réciproquement

Pierre René Mélon

La quête - quasi désespérée - d'un salut pour les Wallons hors des rets du royaume de Belgique peut conduire certains réunionnistes à identifier la République avec la France elle-même. Cette audace pédagogique doit être tempérée par la réalité des faits et le poids de l'histoire.

## La République n'est pas la France

L'idée de république précède d'au moins mille ans la naissance politique de la France. C'est sans doute l'historien grec Hérodote qui compara le premier les mérites et les défauts des différents régimes politiques: monarchie, oligarchie et démocratie, c'est-à-dire le pouvoir d'un seul, d'un petit nombre ou de l'ensemble des citoyens. Platon prolongera et développera cette classification dans *Le Politique*, *Les Lois* et *La République*. Selon que le pouvoir s'exerce sous la contrainte ou le consentement, Platon dédoublera les catégories d'Hérodote en trois pendants qui vont à l'encontre de nos idées: à la monarchie il oppose la tyrannie (les révolutionnaires français identifiaient l'une à l'autre), l'aristocratie (le pouvoir des "meilleurs") tempère positivement l'oligarchie (les aristocrates doivent être décrochés des lanternes), tandis que la démocratie semble se suffire à elle-même, puisque Platon ne lui oppose rien d'autre que la notion de qualité: une bonne démocratie doit être respectueuse des lois, ce qui veut dire qu'il existe une mauvaise démocratie qu'il identifie à la licence.

C'est à partir d'une recherche sur le concept de justice que Platon développera l'idée de république: il associe la justice à une forme d'harmonie sociale; chacun dans la cité doit être à sa place et remplir sa fonction. A l'analyse, cette "république" n'a que peu de rapports avec nos conceptions actuelles. En effet, cet État idéal est organisé de manière à ce que les activités les plus nobles soient réservées à des spécialistes, le rang social des citoyens étant déterminé par leur aptitude à servir la Cité. Ainsi les plus hauts postes sont dévolus aux meilleurs. Il faut donc que les philosophes gouvernent ou que le roi ou les chefs soient philosophes.

La république aristocratique de Platon devra attendre quatre siècles pour que Cicéron la repense sur des bases romaines. Avec la *res populi* "chose du peuple", Cicéron donne une définition renouvelée de la république, basée sur l'idée de justice, qui ne recouvre pas encore la notion moderne de *res publica*, puisque le gouvernement idéal serait, selon Cicéron, le résultat d'un compromis entre monarchie, aristocratie et démocratie.

Pensée dès l'Antiquité, la République devra attendre l'ère moderne pour s'incarner dans la vie politi-

que des États. Hormis le cas particulier de Gênes et de Venise, il faudra attendre le début du XVII<sup>e</sup> siècle pour voir s'instaurer la première organisation durable d'une république, qui sera celle des Provinces-Unies, née de sa victoire sur l'Espagne. Peu après, c'est en Angleterre qu'aura lieu une tentative de mise en place d'une république sous la férule d'Oliver Cromwell. Après avoir éliminé le roi Charles I<sup>er</sup>, Cromwell s'opposera au parlement lui-même qu'il finit par renvoyer en attendant que ce dernier se conforme à sa volonté. Cette république sur papier est en réalité une dictature sanglante prolongée d'une ultime tentative de transmission héréditaire, puisque le fils du "Lord Protecteur" lui succédera sans succès après sa mort. La monarchie sera rétablie sous la couronne de Charles II (1660). *Exit* la République anglaise!

Il faudra attendre l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique du nord (1776) pour que la république moderne prenne les couleurs que nous lui connaissons.

La France, quant à elle, proclamera sa première République seize ans plus tard, en septembre 1792. Il y a toutefois république et... république. Le même terme officiel peut recouvrir des réalités politiques opposées. Qu'y a-t-il de commun entre la République islamique d'Iran et la République française pointilleusement laïque, entre les Républiques socialistes soviétiques et la République américaine, entre la République fédérale d'Allemagne et la défunte République démocratique allemande?...

Les régimes politiques contemporains (démocratiques, théocratiques ou oligarchiques) couvrent volontiers leurs excès dans les drapés de la république... Elle peut aussi servir de fourre-tout idéologique; son adjonction à un substantif choisi confère souvent à ce dernier un supplément de légitimité qui justifie tous les déploiements: l'ordre républicain, la discipline républicaine, l'école républicaine, les fastes républicains...

Non, décidément, la République n'est pas la France. Comme un faisceau de lumière projeté sur le prisme de l'humanité, la République se diffracte en une palette de couleurs dont chacune correspond au génie propre du peuple qui l'incarne. Le cas français est un peu particulier puisque la dénomination

>>>

officielle - République française et non République de France - exprime mieux qu'ailleurs cette idée d'une incarnation spécifique de la République selon les mœurs françaises: elle assimile ce pays jusqu'à transformer son nom en épithète. La France serait ainsi une variante locale de la République idéale...

## La France n'est pas la République

Nous ne citerons pas ici les rois qui ont fait la France durant les mille ans et quelques qui ont précédé l'avènement de la République, sauf pour rappeler que "l'office des rois était de gouverner et d'administrer sagement la *chose publique*", selon les termes d'une ordonnance du roi Charles V (1374). Contrairement à certaines idées reçues, il existait une *res publica* médiévale qui s'exerçait dans un cadre théorique « borné en amont et en aval par deux réflexions fameuses: le commentaire de Cicéron pour lequel la *res publica* est la *res populi* (nous l'avons évoqué plus haut), par saint Augustin, fondé sur l'idée que la République ne peut être administrée en l'absence de justice; la formule donnée au XVI<sup>e</sup> siècle par Jean Bodin suivant laquelle "la République a cela d'avantage que c'est une communauté gouvernée par puissance souveraine" (1). Chacun connaît le long et douloureux parcours de la France: successivement royaume, république, empire, à nouveau royaume, puis république, puis encore empire, à nouveau république... Les bouleversements politiques n'éteignent pas l'amour de la patrie, ils l'aiguisent: les aristocrates français, émigrés en Allemagne ou en Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, étaient sincèrement attachés à leur patrie, tout comme le républicain Victor Hugo depuis son exil à

Jersey, et tant d'autres.

Sachant cela, le réunionniste que je suis ne peut considérer la République comme son idéal premier: le but à atteindre est bien la France. La France républicaine, certes, mais d'abord la France, car la République est un régime politique, mais la France est une patrie. Nous avons quelquefois débattu entre nous de la question qui dérange (et que des opposants m'ont parfois posée): "Et si la France redevenait une monarchie, seriez-vous encore rattachiste?" ou encore: "Auriez-vous accepté d'être rattaché à la France au temps des guerres de religion ou du maréchal Pétain?" Ma réponse est invariable: oui. Oui, parce que les régimes passent et que la France demeure; parce que la France-patrie précède, magnifie, purifie, oserais-je dire, ses gouvernements, ses révolutions, ses régimes. Sans ses soubresauts politiques perpétuels (qu'on peut comprendre comme des crises de croissance), la France ne serait pas elle-même; Inversement, ces évolutions souvent brutales n'auraient pu se dérouler sans l'amour de la mère-patrie ou cette "certaine idée de la France" qui détermine, explicite ou aide à pardonner, de Clovis à Chirac, jusqu'aux excès de ses enfants.

Il m'est donc impossible d'associer la France à la République - et réciproquement - sans avoir le sentiment de faire violence à l'une et à l'autre.

**Ma patrie ne s'appelle pas Marianne; elle porte un autre prénom de femme: France, tout simplement. ■**

(1) Alain Provost, in *Dictionnaire critique de la République*, sous la direction de V. Duclert et Ch. Prochasson, Flammarion, 2002, p. 570.



À la mi-novembre, M. Elio Di Rupo s'est rendu (en pèlerinage?) auprès de l'abbé Pierre, en son temps grand pourfendeur de repus et de parvenus. Qu'allait donc faire en France notre vénéré ministre-président? Les suppositions vont bon train.

Peut-être, disent les réalistes, voulait-il recueillir des conseils pratiques afin de bien gérer

les sociétés wallonnes de logements sociaux? Peut-être, disent des mauvaises langues, cherchait-il à débaucher quelques électeurs démocrates, émus par cette conversion inattendue? Peut-être, suppose-t-on au CDH, mécontent de le voir chasser sur ses terres, désirait-il obtenir l'intercession de l'abbé auprès de saint Élie ou de sainte Éliette?

## Foire du Livre de Bruxelles

du 15 au 19 février 2006 (à Tour et Taxis, près de la gare du Nord)

Stand du RWF et de *Wallonie-France*

Renseignements: Joël Goffin, tél. 02 384 16 05.

## «Et si les Flamands nous larguaient»...

... malheur à nous! C'est le sens d'une pernicieuse émission de la RTBF le 23 novembre dernier. Elle brossait un tableau d'horreur où ne manquait aucun des poncifs belgicains: perte de substance économique, rétrécissement de la couverture sociale, finances publiques tellement en déroute que même un endettement accru deviendrait impossible.

Pas de panique! On nous assénait les mêmes prédictions pour empêcher l'instauration du fédéralisme. Aucune ne s'est vérifiée et pourtant nous perdons beaucoup à nous attarder dans le régime fédéral qui réserve encore aux Flamands les principaux leviers de commande, démantèle un secteur public indispensable au sud et, de manière générale, mène des politiques non ajustées à nos besoins et au meilleur exercice de nos possibilités. Les statistiques citées par l'émission ont été fabriquées par des profes-

seurs d'économie soldés par nos états-majors belgicains. Comment les fâcheraient-ils? Outre qu'elles sont controversables (notamment en matière de Sécurité sociale), elles font abstraction d'évolutions favorables, à peine mentionnées et non quantifiées.

Par rapport aux anciennes fables que diffusaient nos ondes "nationales" quand l'INR et la RTB (sans F) occupaient le créneau audio-visuel, la propagande s'est affinée. Il n'y a plus moyen de dissimuler que la Flandre supporte de moins en moins la *België*. Eh bien, puisque cette mégère veut casser le ménage belge, travaillons à le consolider! Saluons ici le retournement aussi habile que pervers de l'anti-flamingantisme du Mouvement wallon.

Pas un mot, bien entendu, des avantages de la réunion à la France, sinon par un coup de sonde éclair... à l'Assemblée nationale. Avec tout de même cet aveu que la République n'a pas

laissé tombé ses régions en difficulté.

Tout mis dans tout, la formule de l'indépendance est examinée avec un petit peu plus d'équité. Au travers de l'exemple slovaque! Eh oui, on a daigné nous rappeler que l'on prédisait le pire à la Slovaquie avant sa séparation d'avec la Tchéquie en 1993 et qu'elle s'en est fort bien tirée. L'ancien Premier ministre québécois Jacques Parizeau le rappelait déjà bien avant.

Une conclusion ahurissante, digne d'une sous-*Propaganda Abteilung*: Le problème de la sécession ne se pose pas puisque plus de 80% des Belges n'en veulent pas. C'est déjà faux pour la Flandre. Et puis, si la question n'a pas d'objet, à quoi bon lui consacrer une émission, alors que l'argent de la RTBF lui est chichement compté? La formuler, au contraire, c'est déjà y répondre.

J. Rogissart

## Le français, une aventure, un avenir!

Compte rendu du RP Joseph Bolly paru dans le bulletin des Amitiés belgo-louisianaises (n° 76-oct. à déc. 2005) et repris dans *La Ligue Wallonne* (déc. 2005) :

Il s'agit d'un ouvrage en collaboration, sous la direction scientifique d'Albert Barrera-Vidal et de Boris Coune, aux Editions Wallonie-France, 2004, qui constitue une petite somme sur la langue et la francophonie, par une vingtaine de connaisseurs, même étrangers à la Wallonie et à la France, appartenant aux universités de Trèves, Rome, Luxembourg, Montréal, Beyrouth, Neuchâtel,...

Retenons pêle-mêle ce qui m'a le plus frappé. Jean Salem, de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, rappelle que le français est, avec le latin et l'italien (à la Renaissance), une des quatre langues, en Occident, qui répondent véritablement aux critères de « langue de civilisation » et cela, à deux reprises: XII-XIII et XVII-XVIII siècles. Ce qui permet à Raymond Renard, de l'université de Mons, d'être relativement optimiste quant à l'avenir durable de la langue française, sur le plan international. Antoine Courban, également de Saint-Joseph de Beyrouth, enchaîne en démontrant que la francité, par son humanisme, est la meilleure réponse qu'on puisse donner, pour le XXI<sup>e</sup> siècle, au phénomène, très combattu pour les jeunes, de la mondialisation, dans la mesure où celle-ci se confond avec l'uniformisation: même langue, même culture, même civilisation du Coca-Cola. Sur des sujets plus proches de nous, je dirai que je ne ressens pas si fortement que le professeur Klinkenberg la fragilité de la francophonie à Bruxelles et que je crois, avec le professeur Wilmet, qu'il n'y a, en effet, rien de plus français, selon Michelet, que Liège et le pays wallon.

L'ouvrage est, d'autre part, particulièrement précieux par ses annexes, notamment la coopération entre francophonie, hispanophonie et lusophonie, le glossaire établi par Albert Barrera-Vidal, etc.

On peut encore se procurer l'ouvrage en versant 12,50€ (plus 2,50€ de frais de port) au compte

063-3828084-14 de M. Jacques Bonnivert,

14, rue des Aubépines, 4130 Tilff (Tél. 04 388 20 90).

Pour la France, envoyer un chèque de 18,25€ à M. J. Bonnivert (tél. 00 32 (4) 388 20 90)

# Le prix des transferts nord-sud

Adrien Laurant

La Belgique est née dans une salle d'opéra et pourrait très bien terminer dans un stade de foot, si l'on admet, avec Dirk Draulans (1), que son éclatement peut désormais partir d'une étincelle insignifiante telle qu'une erreur d'arbitrage lors d'un match opposant Anvers à Charleroi. En tout cas, l'année 2007 pourrait très bien être celle du tout grand spectacle, notamment à cause ou à l'occasion des élections législatives.

Les lecteurs de Wallonie-France n'auront pas manqué l'émission *Questions à la Une* du mercredi 23 novembre 2005, animée par Jean-Claude Defossé, Christophe Deborsu et Bernard Juncker et dont les sujets étaient «*Et si les Flamands nous lâchaient ?*» et «*Faut-il lâcher les Flamands ?*»

On y a notamment entendu confirmer des chiffres qui sont dans la presse depuis plusieurs mois: la Wallonie a bénéficié, en 2003, de 6,6 milliards € au titre des transferts Nord-Sud, c-à-d. 8% de son PIB. Et ces chiffres sont confirmés par quatre des meilleurs économistes francophones actuels, fonctionnant comme experts auprès de l'exécutif wallon. En d'autres termes, la Wallonie — pas les Wallons! — vit au-dessus de ses moyens.

En soi, cela n'a rien d'exceptionnel. Tous les pays, à commencer par les plus grands, connaissent ce genre de disparités régionales (ici, la Wallonie par rapport à la Flandre) ou sous-régionales (le Hainaut, par exemple). C'est la règle et non l'exception, et ce n'est pas dramatique en soi. Sauf que nous vivons toujours dans le ménage belge.

«*Et si les Flamands nous lâchaient ?*» Bonne question, en effet.

Politiquement, la chose est déjà possible sans attendre les résultats des élections de 2007, puisque les élus du VB, ceux de la NVA, ceux de SPIRIT et tous ceux qui, au sein même des partis dits traditionnels, ont été «contaminés» par les anciens de la VU, sont séparatistes. Le séparatisme est devenu une question de prudence électorale, peut-être une machine infernale. Également, et c'est presque une tautologie, les Flamands, majoritairement, sont aujourd'hui nationalistes: sans quoi ils voteraient majoritairement pour Wilfried Martens et ses affidés. Qu'on ne s'y trompe pas: les Flamands sont d'abord flamands (on le mesure par les scrutins), puis belges (à 85%, paraît-il). C'est légitime. Surtout, c'est une donnée; une donnée issue du fonctionnement de la démocratie, et sur laquelle il n'y a aucun jugement moral à apporter.

Faisons un pari: en 2007, il n'y aura pas de gouvernement fédéral (ça durera des mois !) tant que les Wallons n'auront pas entériné un accord de gouvernement prévoyant quelques «petites» réformes institutionnelles, quelques «petites» régionalisations: la fiscalité — l'IPP tout comme la fiscalité des entrepri-

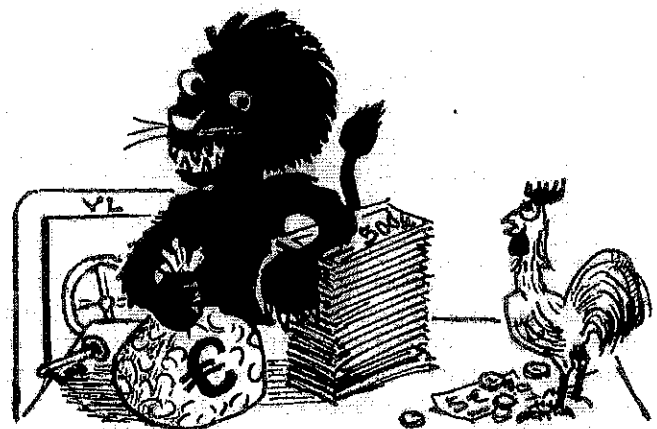
ses —, les soins de santé, la législation du travail.

Il est clair que le Wallon moyen ne mesure pas l'ampleur des conséquences de ces avancées flamandes à venir. Il n'y est pas préparé. Actuellement, quelques personnalités flamandes leurrent l'opinion publique wallonne en affirmant que les transferts N-S continueront à être octroyés à la condition, toutefois, d'être «*transparents et utiles*». Ce sont les mots de Marc Demesmacker (CD&V-NVA, le premier parti de Flandre) lors de l'émission du 23 novembre dernier.

Luc Van den Brande (également CD&V-NVA, ancien ministre-président du gouvernement flamand jusqu'en 1999), de son côté, parlait au Sénat à Paris, le 9 février 2004: «*d'une solidarité qui doit être transparente, qui doit être basée sur des éléments objectifs et justifiables, mais [qui doit être] aussi une solidarité résiliable*».

Nous y voilà: nos amis flamands sont d'accord de continuer les transferts N-S, mais à certaines conditions; on peut le comprendre. En langage courant, ces «conditions» désignent la TUTELLE de la Flandre sur la Wallonie.

Cela signifie que, si nous ne faisons pas un autre choix politique majeur, le vrai pouvoir en Wallonie ne sera plus dans les mains du gouvernement wallon, mais sera exercé par le gouvernement flamand, puisque c'est celui-ci qui fixerait les limites des transferts et donc leurs modalités d'utilisation. Les taux d'encadrement (emplois publics par 1000 habitants, enseignement, intercommunales, hôpitaux,...) seront fixés par l'exécutif flamand. L'exécutif wallon pourra s'appeler «exécutant».



Horrible vérité s'il en est! Ou bien alors nous irons trouver un pays qui a une longue habitude de la solidarité dans un véritable esprit républicain.

On objectera, ici, que la plus grande part de la somme dont disposeront les pouvoirs publics wallons viendra de Wallonie. Ceci est d'autant plus vrai que la fiscalité sera du ressort des Régions.

>>>

Toutefois, ne perdons pas de vue que le montant des transferts est une somme énorme. En 2002, elle était de 5,4 milliards €. En 2003, elle est passée à 6,6 milliards €. Ces chiffres-là ne disent rien à la plupart des gens. C'est bien normal.

Rapportons-les, dès lors, à d'autres chiffres, et notamment au total des impôts (impôt sur le revenu, impôt foncier, ...) et des cotisations sociales. Ces chiffres sont accessibles à tout un chacun (2). (Voir le tableau ci-dessous).

En 2002, le total des impôts susmentionnés et des cotisations sociales était, pour la Wallonie, de 26.364,9 millions €. Les transferts N-S étant, rappelons-le, de 6.600 millions €, le rapport entre ce dernier montant et le total *impôts + cotisations sociales* est de 25,0%. La question est immédiate: combien d'entre nous sont en mesure de subir une augmentation de 25% (en moyenne !) sur les impôts et cotisation sociales? Impensable!

Selon le Professeur Michel Mignolet (FUNDP), Bruxelles-capitale serait très légèrement producteur de transferts. Dès lors, admettons que la totalité des transferts, c-à-d. les 6.600 millions €, se font, en gros, de la seule Flandre vers la Wallonie. Étant donné que le total des impôts et cotisations sociales de la Flandre est de 56.925,6 millions €, le rapport 6.600/56.925,6 s'établit à 11,6%. En d'autres termes, on peut considérer que les transferts N-S correspondent à 11,6% des impôts et cotisations sociales payés **effectivement** par les Flamands. Que le lecteur s'imagine un instant être un parlementaire flamand au moment de l'approbation du budget «Transferts vers Wallonie» !

	Wallonie	Flandre	Brux.-C.
Impôts sur revenu, patrimoine, ... (a)	10.685,6	23.168,5	3.379,3
Cotis. sociales (b)	15.679,3	33.757,1	5.075,4
TOTAL (c=a+b)	26.364,9	56.925,6	8.454,7
6600/ c en %	25,03	11,59	

Source: voir note 2

Bien sûr, les sources de financement pour le fonctionnement de l'État belge ne se réduisent pas aux impôts des personnes physiques et cotisations sociales. Elles sont variées; et nous pouvons toujours compter sur l'imagination de nos dirigeants pour trouver de nouvelles taxes. Mais il importe peu de savoir où et comment on irait chercher les sous pour combler les 25% manquants lorsque - c'est prévisible, c'est annoncé - les Flamands mettront un terme aux fameux transferts et en supposant, bien sûr, que les dirigeants wallons tenteraient l'expérience du confédéralisme, c-à-d. l'indépendance déguisée

de la Wallonie. Quelle que soit la forme ou l'appellation (impôt, taxe, contribution, cotisation, ...), c'est toujours dans les mêmes poches qu'on ira chercher des bons euros.

Il est évident qu'on n'irait pas les chercher chez ceux qui n'en ont pas ou n'en gagnent pas. Il est de même évident qu'il y a des taux de prélèvement auxquels on ne peut toucher sous peine de compromettre la survie des entreprises ou des commerces, le taux d'emploi, ... : fiscalité des entreprises, taux de TVA, etc., ... Il y a de même des solutions qui ne seront jamais que des armes à un coup: vente d'actifs, privatisation des autoroutes, vente d'œuvres d'art ou de biens immeubles, ... On ne pourra pas compter beaucoup non plus sur les transferts des logements sociaux du Hainaut, ni sur les bénéfices du Grand Prix de Francorchamps, ni sur les bénéfices du Casino de Dinant, ni ... !

Pour l'instant, les leaders flamands parlent, il est vrai, de continuer les transferts. Mais est-ce bien sincère? Leur thèse apparente est celle-ci: la tutelle sur la Wallonie, ou bien plus de transferts du tout. La réalité est toute différente: le projet réel consiste à nous pousser les premiers à vouloir le divorce. Ils ont sans doute fait la même analyse que François Perin, voici vingt ans, qui disait «celui qui part le premier perd Bruxelles».

Dans ce même périodique, nous avons publié un article (3) sur les transferts de l'année précédente (5,4 milliards € en 2002 au lieu du dernier chiffre connu : 6,6 pour 2003) et nous écrivions:

*«On devine le blocage psychologique, au sein de l'exécutif flamand, au moment de prévoir ce poste lors de l'élaboration d'un tel budget sans ministère. Quoique! C'est vrai qu'il y aurait vraisemblablement un Secrétariat d'État (ou un «Ministère de la colonie») chargé du contrôle des affectations des budgets, avec pouvoir coercitif. [...] Mais les obstacles politiques seraient plus dirimants, plus déterminants encore. Que feraient, en effet, les 32 parlementaires du Vlaams Blok, ceux de la NVA, ceux de Spirit, et autres indépendantistes rouges, orange ou bleus?»*

Quand donc nos dirigeants vont-ils se mettre à parler le langage de la vérité et préparer enfin l'opinion publique? Et Paris n'est pas loin de Namur ! Et réciproquement. ■

(1) DRAULANS Dirk, auteur du roman *De charme van chaos*. Dans son ouvrage de fiction, l'auteur imagine un scénario catastrophe débouchant sur une guerre civile, déclenchée au terme d'un match de foot qui aurait dégénéré, faisant quatre morts; une guerre civile opposant évidemment Flamands et Wallons et «gagnée» (!) par les Wallons. De notre côté, gardons quand même un minimum d'optimisme!

(2) Institut des comptes nationaux. *Comptes régionaux 1995-2003*. Banque nationale de Belgique. «Calculs clôturés à la date du 15 mars 2005».

(3) LAURANT Adrien, La bombe est amorcée. *Wallonie-France*, n°56, sept./oct. 2004, pp 3-8.



## Freud, au secours!

Dernièrement, pressé par mon épouse d'enfin trier, classer, conserver (en petit nombre !) ou (mieux encore) jeter les coupures de presse accumulées dans mon bureau en vue de futurs articles, je me suis attelé, non sans hésitations, à cette tâche presque surhumaine. Il faut dire que les cartons et les paniers remplis de nouvelles, d'études, de statistiques, de billets d'humeur et autres papiers journalistiques non encore inventoriés s'étaient étalés et s'emphaient insolennement dans mon antre... que je partage - tout le problème est là ! - avec ma tendre moitié. Un peu dépité, j'ai bien dû m'avouer vaincu : je n'avais guère de bonnes raisons, vu l'âge élevé de certains de ces écrits, de m'opposer aux injonctions aimables mais fermes de ma compagne. La paix des ménages passe parfois par un certain effacement de la mémoire...

Je ne sais si vous vous êtes déjà livrés à ce genre de tri. C'est un exercice fort enrichissant, au plan culturel comme au plan psychologique. D'abord il ne faut pas être pressé, car un tri réussi impose une relecture complète et attentive. Ensuite, l'opération demande de la juteuse. Tel sujet vaut-il la peine d'être traité ? Telle question brille-t-elle toujours sous les feux de l'actualité ou se pourrait-il qu'elle y revienne ? Enfin — et ce n'est pas le plus simple — interrogation ultime : vais-je jeter ou garder encore un peu ? On ne sait jamais... A ce stade, si l'on veut vraiment mettre de l'ordre, il faut être sans pitié : jeter ou mourir étouffé !

Par instinct de survie, j'ai pris le parti de jeter. Beaucoup. Pourquoi beaucoup ? Parce que l'embarras s'est emparé de moi, l'embarras du choix. Au fil de cette rétrospective, je me suis rendu compte qu'une quantité innombrable des articles mis de côté - des centaines (je n'exagère pas) traitant de la Wallonie sous les aspects les plus divers - étaient reliés par un fil conducteur, je devrais dire un fil rouge, rouge de honte : le *déclin*. Déclin quasi inexorable de ma région, naguère une des plus prospères d'Europe et prise aujourd'hui dans les rets d'un État belge hoquetant, mais qui refuse de céder la place. Face à une telle masse d'informations, par quel bout commencer ? Et puis, de quoi parler encore à mes compatriotes wallons qu'ils ne sachent déjà ? Du taux de chômage accroché solidement aux 20 % ? Des résultats scolaires tombés sous la moyenne des pays industrialisés ? De l'état des routes qui laisse à désirer ? De la politique de la SNCB, axée essentiellement sur le développement du Nord du pays ? Des bagarres à n'en plus finir avec le partenaire flamand sur tous les sujets : transferts financiers Nord-Sud, scission de la Sécurité sociale, de la fiscalité, du droit du travail, du code de la route..., remises en question des limites territoriales des Régions (Bruxelles-Hal-Vilvorde), politique aéroportuaire dictée par des considérations linguistiques ineptes, culture française entravée en Région flamande, accès au logement social dans les communes flamandes réservé aux seuls citoyens néerlandophones, refus obstiné de lutter efficacement contre le *Vlaams Belang*, etc.

Je pourrais aussi entretenir le lecteur des vagues réponses apportées par les Gouvernements régionaux et communautaires francophones, de la succession aussi théâtrale qu'aléatoire de leurs "contrats" — d'avenir, stratégiques, etc. — revus, rerevus, marshallisés, de l'autoproclamation d'un

ministre-président paillettes et strass, des "indélicatesses" des mandataires politiques aux commandes des sociétés de logement social, etc. etc. À moins que je n'investisse, pour les colonnes de *Wallonie-France*, dans la pauvreté qui gagne du terrain (qui occupe le terrain ?) en Wallonie alors que l'aisance croît en Flandre, de la situation désespérée des adolescents et des jeunes adultes quant à leur lendemain...

Arrêtons-là l'énumération. À peu près tout le monde est maintenant suffisamment informé de ces questions. Mon propos d'aujourd'hui, induit par le recul me venant de cette remontée dans le temps, va bien au-delà de la simple évocation de quelques situations socio-économiques particulières, rappelées ci-dessus. Toutes cependant — ne le perdons pas de vue — s'égrènent comme des grains de chapelet le long du même fil rouge, le fil du *déclin*. Pourtant rien ne bouge, ou peu de choses. Étonnant pour une région que l'on dit remuante et grévilultrice ! Avançons une explication. Que prêche le clergé politique francophone du haut de la chaire télévisée ? En substance : ayez confiance, chers Compatriotes, nous travaillons à votre bien-être. Soit, le chapitre travaille dans son cloître, mais produit-il ? Obtient-il — comme, par exemple, dans la région de Valenciennes, très éprouvée elle aussi, — un abaissement du taux de chômage à 14 % alors qu'à Mons-Borinage, juste de l'autre côté de la frontière franco-belge, il stagne désespérément autour de 28 % ? Ces dignitaires si ardents au travail parviennent-ils à rendre à notre jeunesse l'espoir crédible, sinon tangible, de se construire un avenir ? L'assistance octroyée aux démunis sociaux par l'entremise des princes du régime offre-t-elle, ne fût-ce qu'à moyen terme, un autre débouché que la dépendance à leur égard ? En fin de compte, nos élus affairés ne seraient-ils pas, en cette période de disette de l'emploi, que la forme moderne des dames patronnesses d'hier ? Je laisse au lecteur, analyse faite en son âme et conscience, le soin de répondre à ces questions.

Osons descendre plus profond dans l'inconscient collectif wallon. Remplir la bouche d'un affamé fait de lui, en plus d'un être reconnaissant, un repu temporaire. Tandis que l'estomac rassasié de l'un se calme, le déboulonnement de l'autre s'éloigne... La Wallonie, en ce moment, vit une situation assez équilibrée mais ambiguë qui repose sur l'intérêt réciproque, conscient ou inconscient, du citoyen et du mandataire. Lequel des deux protagonistes porte-t-il la plus lourde part de responsabilité dans la dégradation actuelle ? L'électeur qui attend que les alouettes lui tombent toutes cuites dans la bouche ? Ou l'élus qui entretient soigneusement son statut de pourvoyeur d'allocations lui valant rente de survie ? Les deux sans doute, chacun y trouvant provisoirement son compte. À la différence que l'un, qui voit sa subsistance assurée par autrui, aura tendance à se cantonner dans une douce passivité politique. Et que l'autre, qui doit se démener pour pérenniser les secours attendus et promis, jouera un rôle de loin plus actif. Autrement et plus crûment dit, celui-ci travaille une bonne partie de son temps à protéger celui-là tout en l'anesthésiant. Pendant ce temps, les années passent et le *déclin*, organisé d'une part et accepté de l'autre, se poursuit. Et le Wallon, peu à peu, s'enfonce dans la croyance inexacte mais de plus en plus intériorisée qu'il n'est qu'un citoyen de seconde zone, que le Flamand lui est supérieur et que, pour survivre, il n'y a rien d'autre à faire que d'accepter cet état de choses. Ne serait-il pas temps de faire remonter ce mécanisme subtil dans le champ de la conscience collective wallonne ? Freud, au secours !

Oculus

## POINT DE VUE:

## Sortir du marasme

Jean Gridelet, colonel honoraire BAM

On a beaucoup parlé de la Wallonie en cette année 2005, mais hélas, pas d'une manière positive.

En mars dernier, le sénateur Destexhe a souligné le déficit de prospérité de la Wallonie (1) par rapport à ses voisins, dont la Flandre; ce rapport a été confirmé par des études de l'Union Wallonne des Entreprises, de l'UCL et du professeur Pestiau de l'ULG, qui a été le plus sévère en soulignant les principaux points noirs de la situation:

— Chômage, surtout chez les jeunes et les femmes, qui atteint 20 à 25% dans les anciennes zones industrielles;

— insuffisance de la formation des jeunes qui ne leur permet pas d'occuper les nombreux emplois proposés dans des domaines qui ne requièrent pas de qualifications supérieures (construction, artisanat, mécanique, Horeca...). Cette insuffisance est d'ailleurs constatée par des enquêtes européennes (pisa) où les élèves du secondaire francophone sont classés en queue de peloton;

— structures administratives et fiscales coûteuses et inefficaces, dont les nombreuses intercommunales.

Cette situation, pourtant vieille de plus de vingt ans (1), a fini par émouvoir le PS qui a décidé de mettre sur pied un soi-disant plan Marshall, guidé par M. Di Rupo en personne. Plus récemment enfin, le Gouvernement fédéral a lancé son propre plan, très ou trop ambitieux, qui vise à maintenir l'équilibre de la Sécurité sociale et à assurer la solidarité entre les générations en augmentant le taux d'activité. Ce plan a été très mal reçu par les syndicats et nul ne peut dire encore comment ce conflit se terminera.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette réforme est maladroite et même peut-être inadaptée à la situation de la Wallonie; je m'en explique ci-après, mais je dois d'abord rappeler la signification de deux termes qui sont employés à tort et à travers et qui faussent le débat:

— pour beaucoup de personnes de bon sens, "personne active" veut dire "ayant un travail", or ce terme inclut les chômeurs. Officiellement, on fait partie de la population "active" si l'on recherche un travail et qu'on est prêt à accepter un emploi correspondant à sa qualification (Bureau International du Travail); il y a en Belgique environ 400.000 personnes dans ce cas, qui sont donc des chômeurs "légaux" et qui appartiennent à la population dite "active";

— taux d'emploi: c'est le rapport entre l'emploi effectif et la "population active"; le taux de chômage en Belgique dépasse les 13% en octobre (8,8% en Flandre, 18,8% en Wallonie et 22,4% à Bruxelles).

L'argument avancé pour cette réforme est qu'à l'horizon 2010-2030, le nombre de pensions de retraite augmentera plus vite que la population active à qui, alors, reviendra le fardeau d'assurer ces retraites. Cet argument n'est pas faux, mais il est incomplet pour deux raisons:

1° les "actifs" ne soutiennent pas seulement les retraités du travail, mais toute la population qui ne travaille pas et notamment enfants (allocations et scolarité gratuite), bénéficiaires de pensions de vieillesse, handicapés, minimexés, rentiers détenteurs de bons d'État, etc.; le seul rapport qui devrait être pris en considération est donc celui entre les actifs et la population totale. Or, actuellement la population active se situe aux alentours de 4,2 millions pour une population totale de 10,3 (rapport 40,8%); à la fin des "golden sixties", ce rapport étant de 37,7%, la situation s'est donc améliorée. D'autre part, une projection du ministère de l'Emploi estime comme suit la situation en 2030: population totale 10,3 millions et population en âge de travailler, 6,25 millions. C'est certes 500.000 en moins qu'actuellement, mais le volant de réserve restera de plus de 2 millions pour maintenir une population active comparable à l'actuelle. Où est donc le problème?

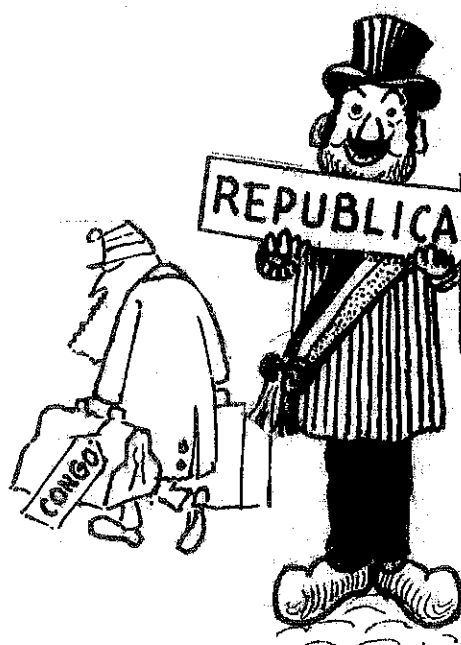
2° Ce qu'on peut reprocher au plan gouvernemental c'est de s'occuper prioritairement du taux d'activité, donc des demandeurs d'emplois potentiels et non du taux d'emploi réel, car ce ne sont pas les "actifs" qui soutiennent les autres, mais les "employés effectifs".

Le but de cette manœuvre, initiée à la fin des années '90 par le "plan de Lisbonne", est de créer en Europe un volant de réserve de main-d'œuvre dépassant les taux actuels (8 à 9 %) afin de "modérer" les salaires. Sans être marxiste, on peut comparer cette stratégie à celle que Marx reprochait aux capitalistes de son époque, à savoir maintenir une "armée de réserve" de chômeurs pour agir à la baisse sur les salaires.

En conclusion, je dirai que la priorité, surtout pour la Wallonie, doit être d'augmenter l'emploi, surtout chez les jeunes, et qu'on ne devrait envisager d'augmenter le taux d'activité que lorsque le taux de chômage descendra en dessous de 5% (2), car recruter des candidats actifs sans leur assurer un emploi coûterait cher via les indemnités de chômage qu'on devrait leur verser. Que les gouvernements et le patronat prouvent qu'ils peuvent faire cela et on pourra commencer à les croire! ■

(1) L'Indice de prospérité de la Wallonie, c-à-d. le PIB/hab est de 85 par rapport à 100 (moyenne européenne) derrière tous les pays sauf la Grèce et le Portugal; il faut remonter à la fin des années '70 pour trouver un indice "honorable" pour la Wallonie: 103 avec Liège à 119 et le Hainaut, déjà en déclin, à 94.

(2) Cela suppose la remise au travail d'au moins 160.000 chômeurs à temps plein (40% de 400.000).



Fac simile (sauf le dessin!) de *Nord-Éclair* (12.11.05). NB: Le Parti Ouvrier Belge (POB) a été fondé non en 1875, mais en août 1885 à Anvers.

175<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA BELGIQUE

## Le credo républicain et rattachiste du bourgmestre

Le conseiller MR Gérard Blois a demandé ce que la commune de Bernissart allait mettre en œuvre pour célébrer le 175<sup>e</sup> anniversaire de la Belgique. "Nous n'avons reçu aucune instruction", a répondu le bourgmestre Freddy Wattiez (PS), qui s'est alors lancé dans une explication où ses convictions républicaines et rattachistes sont clairement apparues: "Quand on a créé la Belgique, les socialistes n'étaient pas représentés. Seuls les Libéraux et les Catholiques ont participé, et encore, parmi les plus riches. Le PS a été créé bien plus tard, en 1875. Jules Des-  
trée (parlementaire socialiste qui a promu l'identité wallonne, NDLR) a écrit bien plus tard au Roi pour lui dire 'Sire, il n'y a pas de Bel-

ges' [...]. La Belgique est un pays qui éclatera d'une façon ou d'une autre, quand les Flamands nous largueront. Certains ont déjà bien compris où se situait l'avenir de notre région en voulant la rebaptiser 'Picardie Wallonne'. Gérard Blois était abasourdi. "Mais alors pourquoi avoir prêté serment au Roi?", demanda-t-il. "Quand les premiers conseillers communaux de Bernissart prêtèrent serment, ils ne remirent nullement en cause leurs convictions républicaines. Cela a même été acté", rappela le maire.

C'est aussi pour cette raison que les photos du Roi et de la Reine ne figurent pas dans la salle de l'hôtel de ville de Bernissart. ■■

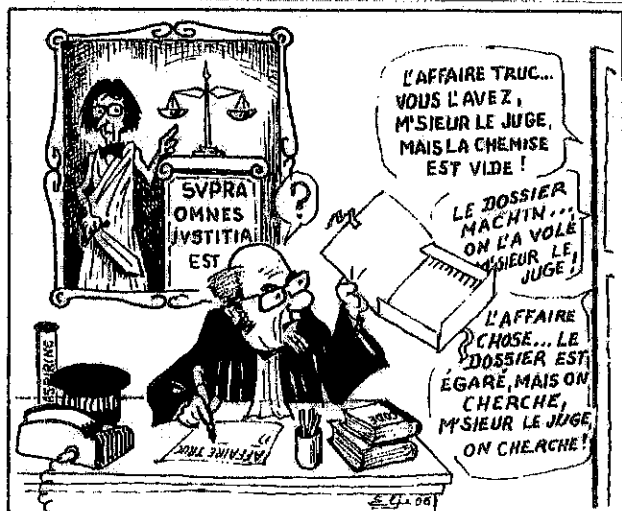
DJCT

## «L'anglais, latin du XXI<sup>e</sup> siècle»?

Dans son livre *Le latin ou l'empire d'un signe - XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (Paris, Albin Michel, coll. L'évolution de l'humanité, 1998), Françoise Waquet retrace la vie du latin non seulement langue de l'Église, mais encore celle de l'école et des sciences. L'auteur conclut notamment (p. 320): (...) «on mesure parfaitement ce qu'a d'excessif la qualification de l'anglais comme 'latin du XXI<sup>e</sup>

siècle'. Si cette langue joue aujourd'hui un rôle important dans les échanges internationaux — et rien n'interdit de penser que ce rôle s'amplifie à l'avenir —, elle se réduit avant tout pour ceux qui l'emploient à un simple véhicule de la pensée instrumentale, à une langue auxiliaire de travail. En conséquence de cette fonction éminemment pratique, elle n'emporte pas pour ses utilisateurs

— exception faite, naturellement, de ceux pour qui elle est la langue première — un corpus culturel de références; et différence majeure avec le latin, qui avait pour lui l'«antériorité», elle est dépourvue d'un capital symbolique commun à toute l'Europe, capital fait non seulement de textes — profanes et sacrés — mais aussi de valeurs, de croyances et d'expériences partagées».



## BRÈVE DE COMPTOIR

Il y a quelque temps, notre dessinateur sirotait paisiblement un café dans son bistrot préféré lorsqu'il ouït, venant d'une table voisine, les propos tenus par deux messieurs bien mis à propos des récentes "affaires".

Le premier, calvitie distinguée et costume sombre, interrogeait, l'air grave: «Crois-tu que la justice aura accès à toutes les pièces, même aux plus compromettantes?» Le second, décontracté et veston sport, lui répondit: «Voyons, mon cher, que tu es naïf! On aura fait discrètement le ménage en temps voulu».

Qui des deux aura raison? En tout cas, ils ont inspiré le dessin ci-contre. Osé, non?

C'est avec l'aimable autorisation de l'auteur que *Wallonie-France* reproduit ci-dessous l'éditorial de Michel Legrand, rédacteur en chef de *Diagnostic* (\*). Cet article est paru dans le n° 232-novembre 2005). Bel exemple de démantèlement du service public!

## La Poste: on se paiera sur la bête!

Le ministre socialiste flamand, J. Vande Lanotte, a annoncé fièrement que LA POSTE avait trouvé un partenaire de qualité et que l'ouverture de son capital augurait d'un avenir prometteur. Après ces bonnes paroles, il a quitté le gouvernement pour rallier la présidence du SPA.

Voilà donc LA POSTE mariée avec un consortium formé par ... la poste danoise et... le fonds d'investissement britannique CVC CAPITAL PARTNERS Ltd qui a acheté 50% des actions moins une pour la coquette somme de 300 millions d'euros. S'agit-il d'un schéma industriel porteur? Que nenni, car les relations postales entre le Danemark et la Belgique sont assez limitées et on ne voit guère les synergies qui pourraient être dégagées. D'ailleurs, le patron de la poste danoise le reconnaît lui-même en déclarant qu'il s'agit d'une opportunité financière! C'eût été évidemment différent avec les postes allemande, néerlandaise ou française où les synergies industrielles paraissent plus sérieuses.

Plus fondamentalement, il s'agit donc d'une opération de dégagement de l'État qui ne souhaitait plus investir dans la modernisation de LA POSTE, certes pour des raisons budgétaires mais aussi pour des raisons idéologiques. Le gouvernement a aussi invoqué les règles européennes qui lui interdiraient d'injecter des fonds dans LA POSTE une fois que celle-ci serait totalement soumise à la concurrence; cet argument ne nous paraît pas sérieux, car les investissements de modernisation pouvaient avoir lieu avant la complète libéralisation et, de toute manière, des dérogations sont possibles et permettent à un État de défendre un dossier stratégique, s'il en a toutefois la volonté.

Il ne faut pas prendre la Poste danoise et le fonds d'investissement CVC pour des enfants de chœur; ils vont donc se servir sur la bête, en l'espèce LA POSTE, et en débiter les meilleurs morceaux comme les actifs immobiliers ou encore le réseau bancaire, les fichiers clients et les avoirs en comptes-titres ou en dépôts. Après ces opérations de ravalement, ils lâcheront vraisemblablement LA POSTE au meilleur prix, soit à la *Deutsche Post*, soit à la poste hollandaise. Le retour sur investissement risque de se monter à 100% ou plus sur quelques années.

Il s'agit donc d'une arnaque annoncée et il est quand même affligeant que le Gouvernement et l'ensemble de la classe politique applaudissent des deux mains à l'opération et que le GERFA se retrouve pratiquement seul

pour en contester l'intérêt et la pertinence. Pourtant, l'histoire de la SABENA n'est pas si lointaine: là aussi, on avait trouvé dans la société SWISSAIR le partenaire idéal; là aussi, on s'est rendu compte que les synergies industrielles ne s'imposaient pas entre deux compagnies moyennes basées l'une à ZÜRICH et l'autre à BRUXELLES; là aussi, l'opération devait permettre l'afflux d'argent frais vers la compagnie belge sous-capitalisée, comme si cette injection allait se faire sans contrepartie et dans le seul intérêt de la SABENA! La suite de l'affaire s'est révélée catastrophique, puisque le partenaire idéal et solide n'était qu'un géant aux pieds d'argile qui entrevoyait son salut dans la prise de contrôle de la SABENA et qui en conséquence s'est révélé un prédateur redoutable, au nez et à la barbe d'un conseil d'administration particulièrement politisé, passif et incompetent.

Par ailleurs, n'oublions pas que LA POSTE, comme les autres entreprises et services publics, appartient à la collectivité et que son patrimoine a été constitué par ses recettes propres grâce au monopole dont elle jouissait et par les subventions qui lui ont été accordées par l'État pour remplir ses missions de service public. Par la privatisation, c'est la collectivité, donc l'ensemble des citoyens, qui est expropriée au profit d'un opérateur étranger dans ce cas. Ainsi, le patrimoine collectif qui a été accumulé patiemment depuis des lustres avec la richesse nationale, et qui représente en quelque sorte une garantie formidable pour les générations futures, est démantelé et vendu à vil prix, non pour dégager des projets porteurs, mais essentiellement pour maintenir le budget annuel de l'État en équilibre.

Enfin, question plus politique, un État digne de ce nom ne doit-il pas conserver les grands services publics qui assument pour l'ensemble des citoyens une série de missions essentielles à un prix contrôlé et qui permettent ainsi non seulement l'accès de tous aux services, mais contribuent également à une certaine forme d'égalité et de cohésion sociale? Une société sans services publics ne correspond pas au modèle européen et les États devraient le rappeler constamment et refuser de se laisser intoxiquer par le discours du néolibéralisme qui résume tout à la productivité et aux bénéfices sans prendre en considération les dimensions humaines, politiques et sociales. Cela ne veut nullement dire, comme nous le soulignons constamment, que le service public ne doit pas évoluer et cela ne veut pas dire non plus que les partis politiques doivent y faire la loi au détriment du principe d'égalité, de la compétence et des élémentaires règles d'honnêteté.

>>>

Dans un dossier aussi important pour l'avenir de notre société, on n'entend guère le personnel, qui paraît se résoudre à adopter un profil bas et à accepter sans broncher une série de mesures qui lui sont présentées comme des évidences, mais qui ne sont que l'expression de choix idéologiques. Ainsi, le plan REFOCUS (que nous commentons par ailleurs) ne sert nullement l'intérêt du service public mais bien de ses actionnaires, actuel comme FORTIS (Banque de La Poste), et nouveaux comme le fonds CVC et la poste danoise; il est en outre défendu bec et ongles par un "management" superpayé qui se conduit comme un véritable cheval de Troie à l'intérieur de LA POSTE.

Quant aux syndicats "représentatifs" et à leurs représentants, leur silence n'a d'égal que leur propension à profiter du système et à s'octroyer des promotions injustes

en profitant des garanties du statut syndical; cette attitude caricaturale ne peut que plaire à la direction qui trouve ainsi des interlocuteurs sociaux bien dociles, qui évitent de poser les questions qui fâchent et qui remettraient en cause la marche vers la privatisation, même si au bout de cette marche les syndicats risquent d'être marginalisés. Mais où sont donc ceux qui pensent un petit peu dans ce pays et qui n'acceptent pas les potions qu'on veut leur administrer? Combien faudra-t-il encore de dossiers comme la SABENA, BELGACOM ou LA POSTE pour que le citoyen-électeur se réveille et reprenne son avenir en mains? ■

(\*) Adresse de contact: avenue du Pont de Luttre, 137- 1190 Bruxelles (tél. 02/344 04 73).

## Francophonie, vaste programme - Petit jeu pour mieux nous connaître

Et si on révisait un peu notre vocabulaire (le nôtre ou celui de nos proches) ?  
(voir solution p. 32)

1. L'adjectif *picaresque* s'applique-t-il à:

- A. ce qui est originaire de Picardie
- B. une école de peinture de tendance impressionniste
- C. des romans dont le héros est un aventurier

2. Ce qui est *apocryphe* est-il ?

- A. posthume
- B. douteux
- C. hypocrite

3. Un *autodafé* est-il ?

- A. un comparse, un complice
- B. une signature devant notaire
- C. une destruction par le feu

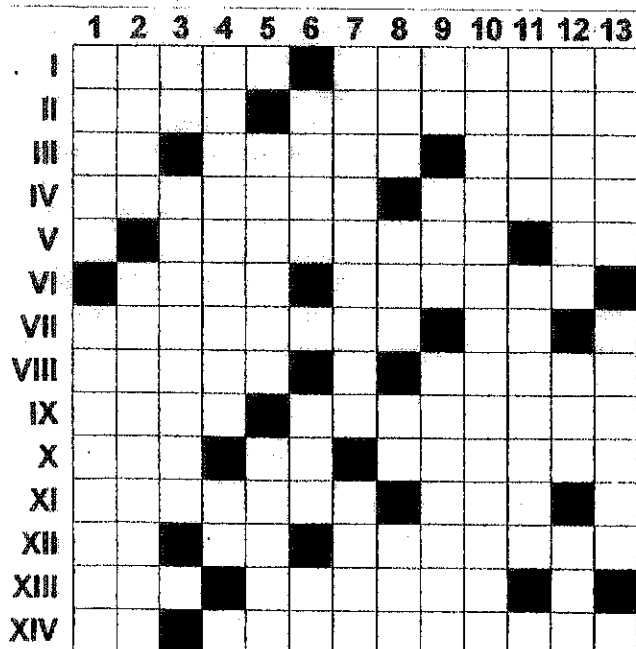
4. Le *solécisme* est-il ?

- A. une figure de rhétorique
- B. une faute de syntaxe
- C. un monologue

5. Qu'entend-on par *cursus*?

- A. une carrière professionnelle, un cycle d'études
- B. un ensemble de documents servant à l'étude d'un phénomène
- C. un dictionnaire contenant des synonymes

## Mots croisés Thème: les Lumières



HORIZONTALEMENT: 1. Expéditeur de Lettres Persanes (de la ) — Dévoila La Religieuse. II. Mesure de comparaison — Abâtardira. III. Cité légendaire — Parfois pleureur — Treize à la douzaine. IV. Soustrait à l'Autorité religieuse — On y ioule. V. Mauvais calembour — J.- C. VI. Précède Marx — Louchas. VII. Dirigez le bahut — Magicien. VIII. Agrémenter — Vérifier. IX. M'en servis — Rabâcherai. X. Capucin — Doubé chez Chanel — Grand jeune homme gauche. XI. Suit une ligne de faille — Deux en mille. XII. Au début de la fin des verbes — Toujours lui ! — Herbacée d'eau. XIII. Début de série — Etait tout sauf Candide. XIV. Racines — Lumineux vulgarisateur.

VERTICALEMENT: 1. Auteur de Pensées sur la Comète — Promeneur solitaire. 2. Finauda — Tels Jean Bart, Surcouf. 3. De l'intérieur — De l'Yonne. 4. Homme de Méthode — Note. 5. Mettre des goussets — Oiseau casqué. 6. Déplaça — À l'envers de la loi — Célèbre. 7. Auteur du Discours Préliminaire de l'Encyclopédie — Contribution. 8. Fin de rite — Fin de show — Note d'éditeur — Borda l'ilot. 9. D'une Lady — Calamité scriptographique — Langue sémitique. 10. Lumière en somme. 11. Faire le 10 cors au fond des bois — Enluminés. 12. Enrubannons — Pinceau de lumière — Dit du septentrion. 13. Poids jaunes — Origine des Lumières.

Christian Baré

# Le bilinguisme au Canada (\*)

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

Tous ceux qui s'intéressent au sort du français connaissent le courageux et séculaire combat mené par les Québécois pour sauver leur langue et leur culture, longtemps menacées de disparaître. Sans toutefois baisser la garde, les autorités du Québec disposent aujourd'hui de garanties promettant au français une survie qui demeure fragile dans un environnement anglo-américain écrasant. L'apprentissage réciproque du français et de l'anglais est promotionné auprès des écoliers canadiens. La première étape, dont l'issue pour le Québec n'était pas évidente, a consisté à reconnaître au français et à l'anglais la qualité de langues officielles à égalité. Depuis une bonne trentaine d'années, coïncidant opportunément avec le "Vive le Québec libre" du général de Gaulle à Montréal, le gouvernement canadien encourage sa jeunesse anglophone à apprendre le français. Deux types de programmes sont ainsi proposés aux treize Provinces et Territoires, seuls compétents en matière d'Éducation et d'enseignement: l'immersion d'une part et le cours traditionnel de langue d'autre part.

L'immersion en français consiste à plonger l'élève dans un cycle d'études conforme au programme, mais enseigné exclusivement en français. L'écopier non francophone acquiert ainsi une connaissance fonctionnelle de notre langue, qu'il comprend et parle naturellement. C'est à Saint-Lambert, au Québec, que cette méthode pilote a été expérimentée en 1965, depuis l'enseignement maternel jusqu'à la fin du primaire. Elle s'étend maintenant au secondaire et au supérieur. Élargis à tout le Canada, les programmes d'immersion portant sur diverses langues bénéficient désormais d'une renommée internationale. La réussite est patente: de 25.000 élèves dans 250 écoles en 1976, la méthode s'étend aujourd'hui à 357.000 élèves dans 2.000 écoles, pour l'ensemble du pays.

Le modèle des programmes d'immersion canadiens connaît un rayonnement mondial. Aux États-Unis en 1971, un programme d'immersion en espagnol a été innové en Californie. En 1974, c'est au Maryland que l'immersion en français est apparue, qui connaît toujours un grand succès, s'élargissant même à l'espagnol et au chinois. En Finlande, c'est le suédois qui bénéficie de cette technique d'enseignement depuis 1987, s'inspirant toujours du modèle canadien. En Estonie, l'effort a porté sur

l'apprentissage de la langue nationale dès le début des années 1990, afin d'écarter le russe jusque-là dominant. Des experts canadiens ont aidé à la formation spéciale de professeurs d'estonien, désormais langue officielle du pays.

Le cours traditionnel de seconde langue, français ou anglais, est dispensé à la moitié des jeunes Canadiens du primaire et du secondaire, soit 2,5 millions d'élèves. Il s'agit ici du programme académique régulier, voisin de ce qui se passe chez nous pour l'enseignement d'une seconde langue.

Si le régime fédéral du Canada exclut tout ministère national de l'Éducation auprès du gouvernement central, celui-ci contribue financièrement à l'enseignement des deux langues dans les Provinces et Territoires concernés. C'est une obligation résultant de la loi de 1988 sur les langues officielles. Un "plan d'action" vise à doubler d'ici à 2013 la proportion des diplômés du secondaire connaissant les deux langues.

Un sort particulier affecte l'enseignement en français des immigrants au Québec. La loi 101 de 1977, dite Charte de la langue française, impose l'école québécoise en français à tous les nouveaux arrivants, même en provenance des Provinces anglophones voisines. En 1982, sur l'initiative des fédéralistes canadiens, exception était légalement faite en faveur de l'anglais pour tous ceux dont un membre de la famille proche recevait déjà un enseignement en anglais. Cette exception a fait l'objet d'un recours à la Cour suprême du Canada, par l'Assemblée nationale du Québec. Il faut constater cependant que l'école primaire en français au Québec est aujourd'hui en léger recul. En 1991-92, l'école québécoise, tous réseaux confondus, accueillait 90,54 % de francophones et l'école anglaise au Québec 9,46% d'anglophones. Ces chiffres sont respectivement de 88,58 % et 11,42 % aujourd'hui. Le Québec n'échappe donc pas à la poussée mondiale de la langue anglaise.

Interrogeons La Fontaine: la raison du plus fort est-elle forcément la meilleure? ■

(\*) Source: La Francophonie dans le monde, 2004-2005. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Haut Conseil.

## FESTIVAL D'AVIGNON (SUITE): Un salutaire cri de rage

Sous ce titre quasi thérapeutique, Dominique Jamet revient sur les dérives que vient de vivre l'édition 2005 du Festival d'Avignon (1). On se souvient, dit-il, que le dénommé Jan Fabre, Flamand de son état, a trouvé commanditaires et complices au plus haut niveau pour produire un théâtre démagogue sans être populaire, qui désespère Neuilly et fait fuir Billancourt, qui ne provoque que l'ennui et ne suscite que la nausée (2). Jusqu'à ces derniers temps, poursuit-il, le théâtre ignorait insolemment éjaculation, menstruations, masturbation et autres activités ou réalités qui font partie de la vie. Grâce au metteur en scène flamand, on a pu voir des acteurs et des actrices se grimper et se pisser dessus. Ne faut-il pas avoir un goût de chiot-tes, de *peep-shows* et de

*backrooms* pour en arriver là ? Triste époque ? Non, triste théâtre qui se fonde sur sa propre négation, sur la haine du sens et le mépris du public. Et de se demander : qu'est-ce qu'un théâtre qui évacue la parole ? Rien d'autre qu'un opéra sans musique ou un cinéma sans images.

Que Jan Fabre ait été cette année l'invité d'honneur du Festival d'Avignon est un symptôme et un signal d'alarme. L'événement signifie que le combat est engagé entre l'immédiat et le réfléchi, le pensé et l'irrationnel, le clip et le texte, le visuel et l'intellectuel, le geste et la parole, les Lumières et les spots.

Au secours Jean Vilar, toi "l'élitiste pour tous", toi le fédérateur ! Si tu sortais du tombeau où t'a momifié ta légende, ne serais-tu pas fondé à apostropher les actuels direc-

teurs du Festival d'Avignon en leur lançant cette question-reproche : "Qu'avez-vous fait de ce festival que je vous ai laissé ?" On peut lire à ce sujet l'ouvrage de Régis Debray, pourtant souvent révolutionnaire et à la pointe de la modernité, *Sur le pont d'Avignon...* (éd. Flammarion). Dominique Jamet nous le présente comme « *le livre d'un homme qui se souvient d'une époque où les pièces s'adressaient au cœur et à l'esprit, où l'on ne se complaisait pas dans l'insignifiance et l'ordure...* » ■

(1) Cf. *Marianne* n° 447, semaine du 12 au 18 novembre 2005.

(2) Cf. *Wallonie-France* n° 63, novembre/décembre 2005.

## LE BILINGUISME À LA BELGE: UNE INEPTIE !

Que font donc les minorités mondiales linguistiques : les Flamands, les Néerlandais, les pays scandinaves et baltes, les Japonais, la Corée, etc. ? Évidemment, ils n'apprennent pas le wallon, le malgache ou l'ouzbékistanais oriental... C'est l'anglais vers lequel s'en va leur préférence. Que font donc les pays en voie de développement, dont nous entendons ouvrir les marchés : la Chine, l'Inde, les Pays asiatiques en général ?... L'anglais prédomine partout !

Et nos politiciens fédéraux, et même régionaux, incompetents et inconscients en ce domaine, nous poussent, nous les Wallons, grâce au bilinguisme français-flamand ridicule, vers un isolement communautaire, technologique, commercial et politique complet. En quelle

langue a donc parlé notre Premier ministre lors de son voyage en Asie : sûrement pas en français et encore moins en néerlandais. C'est en anglais !

Pendant que nous nous en-croûtons avec notre seconde langue communautaire inutile (une quinzaine de millions d'humains utilisent cette langue), les petits Flamands deviennent, comme les Hollandais et les Suédois, de parfaits anglophones.

Nos responsables wallons Di Rupo et Onkelinx, et bien d'autres s'obstinent, s'emberlificotent et se ridiculisent, par pure démagogie, à annoncer le flamand. Faisons comme les flamands : apprenons aussi l'anglais. Ainsi, les francophones et les néerlandophones se comprendront entre eux.

PHILIPPE F. KRINGS MALMÉDY

## Clair et net

M. Philippe F. Krings est un habitant de la ville wallonne de Malmédy (et non "Malmédy" comme s'obstinent à l'orthographier et le prononcer un grand nombre de Belges et, en particulier, la lointaine presse bruxelloise).

Contre toute attente, il est parvenu à faire publier ses observations - en opposition frontale avec la doxa belge ambiante - dans la rubrique "Courrier" du très belge quotidien *Le Soir* (22.11.05). Nous en sommes fort heureux pour lui, d'autant que, pour notre part, nous n'y sommes jamais arrivés ! Sans doute, étions-nous moins talentueux ou pas assez concis. . .

Lisez donc et propagez, s'il vous plait, ce message de bon sens auquel il n'y a rien à ajouter (mis à part la correction d'une légère erreur : les locuteurs néerlandophones sont au nombre de 22 millions - 16 millions de Néerlandais et 6 millions de Flamands - et non 15 millions) !

P. M.



L'article d'Oculus intitulé *Coup de chapeau non suspect de chauvinisme* paru dans le n° 63 de Wallonie-France (nov./déc. 2005) nous a valu plusieurs questions sur les émissions de France Inter et la manière de capter cette station. Une réaction d'un de nos lecteurs, M. Roland Ferrier (départ. des Alpes-Maritimes), déçu par les anglicismes échappés à certains présentateurs, nous est également parvenue. Nous la reproduisons ci-dessous.

Sans nier les tours impropres qu'il dénonce, nous attirons son attention et celle de nos lecteurs sur les travaux d'une grande largeur de vues de la linguiste Henriette Walter. Dans ses ouvrages, présentés sous une forme parfaitement accessible, elle illustre, par une multitude d'exemples, l'immense richesse "venue d'ailleurs", surtout au plan lexical, qui a contribué à faire de notre langue française un outil universel et reconnu.

De Mme Henriette Walter, citons notamment: *L'aventure des mots français venus d'ailleurs*; *Le français d'ici, de là, de là-bas*; *L'aventure des langues en Occident*; *Honni soit qui mal y pense*.

### À propos de France Inter ...

«C'est avec curiosité et intérêt que j'ai lu l'article sur France Inter paru dans le numéro 63 de Wallonie-France. Étant moi-même un auditeur assidu de cette chaîne, je voudrais toutefois apporter un bémol aux propos dithyrambiques que vous reproduisez, en ajoutant qu'ils sont pleinement justifiés. Voire !

Tout d'abord, autant que les autres radios, France Inter, par ses présentateurs(trices) dans divers domaines, fait la part belle aux anglicismes, contribuant ainsi à la dégradation de notre langue. J'ai écrit à plusieurs reprises à certains d'entre eux, sans jamais recevoir de réponse, sauf d'Yves Decaëns, qui a fait amende honorable pour avoir parlé d'une "tour-opératoire", dans une revue de presse l'an dernier. Deux autres lettres, adressées à la direction cette fois, m'ont valu une réponse du genre accusé de réception poli et assurance de veiller au grain. Sans suite, bien entendu.

Dans le choix des intermèdes musicaux notamment, les auditeurs sont abrutis par des chansons anglo-américaines (malgré "l'exception culturelle"), en particulier dans l'émission "Les petits bateaux" (le dimanche soir, à 19h30), destinée aux enfants) — malgré mes protestations — un des deux intermèdes est systématiquement en anglo-américain (pauvres gosses!).

Le pédantisme des médias sévit à France Inter comme ailleurs. Ainsi, on pourrait entendre un Stéphane Paoli

(7h-9h) demander à un interlocuteur quelle est sa lecture des fondamentaux de la posture du gouvernement états-unien, par exemple. En français de monsieur Tout le Monde, cela donne: "Quel est votre avis sur les principes essentiels (anglais: "the fundamentals") de la position du gouvernement états-unien".

Et lorsque j'écris à Alain Rey (8h55: le "mot" du jour) pour lui demander d'intervenir, je ne reçois aucune réponse. Au contraire, lui-même n'hésite pas à parler, à l'occasion, d'un RMI "relouké" (...).

Non, vraiment, les collaborateurs de France Inter ne se soucient guère des auditeurs.

Enfin, pourquoi France Inter, service public, assomme-t-il ces mêmes auditeurs de publicités débiles à longueur d'émission?

Bien entendu, à comparer à une RTBF dont les présentateurs ne connaissent pas leur langue (savoir pour pouvoir, les 100 et 1, 100 et 2, etc. entendus régulièrement), à tout prendre, mieux vaut encore France Inter, que je considère malgré tout comme une très bonne radio, mais malheureusement victime de l'évolution "pipaule" (je l'emploie par dérision) que l'on constate dans tous les domaines.

Le général de Gaulle ne disait-il pas déjà: "Tout fout l'camp"!

Aujourd'hui, cela semble plus vrai que jamais. »

«À la fin de 2005, tous les Belges, sans exception, ont appris avec effarement et par leur presse — cette vilaine rapporteuse de potins les plus infâmes — que la pure idylle de Joëlle Cédéhach et d'Elio Péhesse se refroidissait. Incompatibilité d'humeur, paraît-il! Ainsi, selon ces plumitifs qu'aucune médisance ne rebute, Joëlle se laisserait discrètement



conter fleurette par un membre de l'influente famille Emmair. Peut-être même iraient-ils jusqu'à se mettre en ménage! Et pourquoi pas, tant qu'on y est, un ménage à trois? Où serait alors la morale? Mais la chose est heureusement impensable dans notre vertueux petit pays, n'est-ce pas?

Votre dévoué Onésime Egleb»

**Le succès grandissant de l'hebdomadaire Marianne, fondé par Jean-François Kahn, prouve qu'une presse contestataire intelligente n'est pas un luxe, mais une nécessité vitale pour la démocratie!**



**Histoire du Belge.**  
À l'usage de tous,  
présents et à venir,  
par la méthode  
amusante du texte  
et de l'image.

**Par Stéphane Baurins et André Clotte ;  
illustrations de Jean-Claude Salémi et  
Willy Wolsztajn.**

Tome 1 : *De la nuit des temps à la Muette de Portici*. 223 pages, ISBN 2-87415-478-4 - Tome 2 : *Du début à la fin*. 301 pages, ISBN 2-87415-479-2. Éd. Luc Pire, 2005, Collection Voix du rire.

Si vous avez les zygomatiques ankylosés, lisez ces deux tomes. Ça vaudra mieux que tous les médicaments. Mais attention ! C'est un ouvrage dangereux : vous risquez de réduire fortement vos heures de sommeil parce que vous voudrez toujours connaître la suite. Ou ce qui précède. Car les dix-huit leçons de cet ouvrage, ça se commence à celle que l'on choisit. On passe de «*Albert Un*» à «*Le Bon, Philippe*» ou à «*VDB*» au gré des affinités. Et quand vous aurez tout lu, vous recommencerez. Et encore et encore. Vous irez — c'est garanti — rechercher des leçons qui vous font du bien !

On se demande comment les auteurs ont pu rester dans le même ton tout au long de plus de 500 pages. De l'humour, des audaces, des impertinences, des trouvailles. Chaque épisode de l'histoire est émaillé de piquantes épigrammes, de soi-disant citations (ou alors de vraies citations lorsque la vérité dépasse l'imagination de l'infamie, de l'abject ou du cynisme), de QCM (= *Questions à choix multiples*), de contre-pétories en nombre, d'allusions à peine déformées à des textes littéraires ou à des chansons, de néologismes, de questions d'examen, de janotismes, d'anachronismes, ... Et les dessins sont à l'avenant : une abondante et très impertinente illustration. En bref : rien que des faits servis comme vacheries à la sauce aigre-douce. Avec beaucoup de gamineries de collégiens : ça libère. Il est certain que les auteurs ont une culture peu commune ! Ce n'est pas de l'impertinence gratuite : l'Histoire, la vraie Histoire (enfin !) est constamment là. Au fond, c'est un excellent manuel scolaire pour jeunes du XXI<sup>e</sup> siècle : les inadaptés scolaires et l'école inadaptée aux enfants.

À la vérité, il y a des «*leçons*» où on ne rit plus du tout ; c'est le cas de la 14<sup>e</sup> : «*Sous Léopold Deux*». Ce personnage «*a mené au Congo une grande œuvre personnelle de sauvagerie et de saccage*». «*Éduquer les peuplades primitives, c'est dur, très dur. Surtout pour les peuplades en question*».

Voici quelques autres citations. Trop peu, hélas ! Relevons-en de préférence dans l'histoire récente (c-à-d. le tome II, même si le tome I est le plus débridé) car la saveur y sera plus piquante. L'Histoire telle qu'on nous l'a enseignée, décidément «*c'est du belge*», et c'est donc forcément rose ! Surtout pour les monarques et leurs familles ; car en ce qui concerne les hommes politiques, la presse ou l'opposition (quand il y en a) disposent de plus de liberté.

«*Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le Belge sera convaincu qu'en les regardant dans les yeux, poliment mais fermement, les armées feront le détour pour ne pas salir sa moquette*» (II, p. 178).

[En mai 1940, l'armée belge] «*bénéficie d'un double commandement : l'officiel, celui du général Michiels, chef d'état-major, et l'officieux, celui du général Van Overstraeten, chef militaire de la maison du roi. Seul l'un des deux est un parfait crétin. C'est du moins ce que l'autre pense*» (II, p. 180).

«*Outrée, la reine Élisabeth écrit au président du Conseil [Paul Reynaud] pour prendre la défense de son fils chéri si malheureux [Léopold III]. Le pauvre, elle le lui aurait bien donné, elle, son blanc-seing s'il avait pu encore servir*» (II, p. 182).

[Après le 28 mai 1940,] sans gouvernement de rechange, le roi [Léopold III] partage désormais le sort de ses soldats. Prisonnier, il devra vivre confiné dans les 160 hectares du château de Laeken. Tout au plus aura-t-il la possibilité d'aller, de temps à autre, en villégiature au château de Ciergnon (220 hectares) ou de se réfugier au Zoute le temps de quelques parties de golf. S'il se conduit bien, on lui autorisera peut-être une petite sortie en Allemagne» (II, p. 183).

«*Allant plus loin, le Wallon se demande s'il a encore envie d'être belge. [...] Au Congrès national wallon de 1945, les rat-tachistes sont majoritaires. Il s'en faut de peu que la Wallonie claque la porte de la Belgique pour s'arimer à la France en se jetant dans les grands bras du général de Gaulle qui n'attend que ça*» (II, p. 216).

«*Le 9 août 1993, Albert II passe le test d'entrée de son premier emploi. À 59 ans, Albert s'est enfin décidé à exercer un vrai métier. [...] Après ovation du jury, le nouveau monarque s'en va raviver la flamme du soldat inconnu, constate qu'elle fonctionne parfaitement. Normal, elle avait déjà été ravivée par Baudouin pas plus tard qu'il y a trois semaines. [...] Albert en a terminé avec sa première journée de travail. [...] Finalement, roi, c'est pas si difficile que ça. Même Philippe pourrait le faire*» (II, p. 272).

Sous le titre «*Philippe, le prince qu'on sort de temps en temps*» : «*Le mariage a été une réussite. On avait mis les petits plats dans les grands et Philippe n'a pas mis les pieds dedans. Tout est très bien passé à la télé, même si le baiser qu'ils ont échangé a paru un peu maladroit. De toute évidence, Baudouin a dû négliger cet aspect de son éducation. On avait l'impression que Philippe ne savait comment s'y prendre et considérait Mathilde d'un air perplexe, l'air de se demander par où ça s'attrape. Il a dû finir par trouver puisqu'il y a déjà deux héritiers supplémentaires...*» (II, p. 276)... et même un troisième depuis !

Enfin, voici un extrait de QCM. Il s'agit d'attribuer chaque phrase à son véritable auteur. Ici, nous proposons la question 11 (II, p. 294) «*La monarchie en Belgique paraît donc vivre ses derniers ans, ses derniers mois peut-être.*» [Cette phrase est due à] a) *Un des candidats du Rassemblement Wallonie France en 2004.* - b) *Un des fondateurs du POB, en 1885.* - c) *Un dirigeant du Vlaams Belang, en 2005.* - d) *Un député communiste, en 1950.* - Réponse : a : -2 / b : +1 / c : 0 / d : -1.

**Adrien Laurant**



## Belgique, le dernier quart d'heure?

Le prochain livre de Paul-Henry Gendebien

Au début du mois de février, paraîtra aux éditions Labor un nouvel ouvrage de Paul-Henry Gendebien, sous le titre *Belgique, le dernier quart d'heure*. Avec l'autorisation de l'auteur, et en exclusivité pour nos lecteurs, nous en publions ci-dessous un long extrait consacré à la monarchie.

### La monarchie ne sauvera pas la Belgique

(...) Baudouin I<sup>er</sup> n'aimait ni le fédéralisme ni les révisions de la Constitution. Aux alentours de l'année 1988, on lui demanda de s'y rallier enfin et de le faire savoir. Ce qu'il fit en parlant de "fédéralisme d'union". Un austère devoir. Le cœur n'y était pas — ce qui était son droit. Mais alors, pourquoi colporter cette légende qui tend à faire passer Baudouin I<sup>er</sup> pour le père spirituel du fédéralisme belge?

Albert II, lui, avait moins de convictions que son frère. Aussi, il lui en coûta moins de se couler dans le moule fédéral, même difforme, qui avait été conçu avant son accession au trône. Il n'en assista pas moins à la marée montante du *Vlaams Belang* et, derrière celui-ci, du séparatisme flamand. Sans doute crut-il pouvoir se consoler en observant, non sans amusement, la vive dévotion que sa personne et sa famille inspiraient en Wallonie et en particulier dans les rangs du parti socialiste et de son électorat. Maigre consolation!

En se donnant en spectacle émotionnel, en s'abandonnant au populisme compassionnel, la monarchie belge nuit à ses intérêts. Plus que des libelles républicains. L'autorité a besoin d'un peu de hauteur et de beaucoup de prestige. Autrefois, trop distante, la Cour est aujourd'hui trop familière. Le résultat, c'est une tendance à la désacralisation et à la désymbolisation.

Cette convivialité est peut-être sympathique. Elle déclenche des bravos, mais ne permet pas nécessairement de décrypter tout le sens qu'il faut leur donner. En aimant leur famille royale à ce point, les francophones aiment-ils une réalité ou un mythe? Les peuples n'ont pas toujours envie de voir la réalité en face... Ce que l'on aime ici, ce serait une monarchie idéalisée, une famille idéalisée, qui sont l'image des rêves d'une population qui veut retrouver des repères. Il vaudrait mieux remiser le tableau idyllique d'un "bon Roi" par opposition à des "méchants politiciens". D'un côté un Roi vertueux, désintéressé, hors de la mêlée partocratique? De l'autre un ramassis de politiciens tous médiocres, tous véreux, tous séparatistes? Cette vision tient de la rumeur simpliste.

À vrai dire, le Roi n'est pas dans un autre monde que celui des partis. Qu'il lui en plaise ou non, il doit composer avec la classe politique. Lui et les partis sont comme doigts d'une même main. Il y a solidarité indissoluble entre le système politique belge et la monarchie. Les chefs de partis tirent une part de leur légitimité de leur fréquentation de la couronne et le chef de l'État perpétue sa fonction grâce au contrat tacite qu'il a conclu avec eux: "J'accepte votre pouvoir et vos manières, et vous ne mettez pas en question mon trône."

Une monarchie en guerre avec les partis le payerait cher et

vilain. Léopold III, mal inspiré par son tempérament, peu conseillé, et désireux de réduire la partocratie, en fit l'amère expérience.

Le sort de la Belgique dépend bien davantage du régime des partis que du Roi. Une société aussi divisée et fragmentée que la société belge a besoin de partis et surtout de chefs assez forts pour la contrôler, ou tenter de le faire. Par conséquent, la monarchie belge, ce n'est pas seulement le Roi, c'est une collégialité entre le Roi et les présidents de partis. Nos oligarques, plus puissants que les ministres, sont de nouveaux "Grands d'Espagne" influents à la Cour comme sur le terrain. Dans la monarchie française d'avant 1789, il n'en allait pas ainsi: Louis XIV et ses successeurs avaient anesthésié la haute noblesse en l'attirant à Versailles et en la gâtant. Le système belge consiste à coaliser les partis autour du trône sans les abaisser; ainsi pourra-t-on contourner, en cas de besoin, les effets non désirés du suffrage universel. Les partis conservent la haute main sur les affaires de l'État et les institutions qui leur sont subordonnées. Dans cette stratégie, tous ne sont pas sur le même pied. Longtemps le parti catholique fut un pilier incontournable, mais depuis plusieurs décennies un rapport privilégié s'est noué entre Laeken et un PS belgiciste et monarchiste, d'autant plus que celui-ci a obtenu entretemps la Région wallonne en apanage.

Le dernier carré des protecteurs actifs de l'État compte énormément sur Elio Di Rupo. Le Palais n'est pas en reste. Mais il y a un problème: les socialistes francophones tiennent à peine un sixième des sièges à la Chambre des Représentants et leur poids politique sur l'échiquier fédéral est en décroissance continue. Leur occupation ininterrompue du pouvoir à tous les niveaux depuis dix-huit ans les a usés plus qu'il n'y paraît. La Flandre en est avertie, elle observe, elle attend l'heure de la prochaine négociation institutionnelle avec confiance car elle ne s'attend pas à une résistance farouche de leur part.

La Flandre sait aussi qu'elle ne trouvera pas la monarchie sur son chemin. Et si le Roi faisait mine de faire barrage, il se heurterait à une réaction flamande décisive. Deux auteurs flamands ont publié en 2004 un livre intitulé *Handboek voor de Koning* (Manuel pour le Roi) dont la conclusion est directe: la monarchie ne peut survivre en Belgique que si elle collabore au prochain déshabillage constitutionnel du pays. Pénible paradoxe: pour garder sa couronne, le Roi sera obligé de se soumettre au confédéralisme. Selon les auteurs de cet ouvrage, la Belgique doit être scindée en deux parties (*deelstaat*) encore plus autonomes. Sinon le Roi pourrait en payer les conséquences. Si Albert II ou son successeur appuie sur le frein fédéral, il signera sa propre chute. Ce point de vue n'est pas le fait de quelques agités... Il se répand >>>

dans les couches dirigeantes du pays flamand. Un journaliste aussi influent que Paul Geudens, dans la *Gazet van Antwerpen* (11.05.04), approuvait la thèse du *Handboek*: «Nous ne pouvons que souscrire à cette analyse. La Flandre et la Wallonie s'écartent à une vitesse TGV. Il y a une dynamique centrifuge que personne ne peut plus contenir. Même dix rois, même cent Di Rupo. Prenez n'importe quel sujet (...): vous ne pouvez que constater que la Wallonie et la Flandre pensent de façon différente (...) Tous les partis politiques flamands tendent vers plus d'autonomie pour les régions. Plus le PS et le MR crieront non, conclut Paul Geudens, plus le processus de scission s'amplifiera. Elio Di Rupo et Louis Michel feraient

mieux de prendre en considération le conseil donné au roi. S'ils veulent encore préserver quelque chose de l'État belge, alors ils devront participer à son déshabillage».

Le journaliste écrit "déshabillage", mais pense "dépeçage". Tel est le ton, tel est le climat. Et ce n'est pas une victoire des Diables Rouges qui arrêtera le processus fatal qui ronge et mine l'État. Ni une prédication moralisante du Roi, la veille du 21 juillet. Avec la meilleure bonne volonté du monde, Albert II ne pourra empêcher les électeurs flamands de propulser à leur parlement régional une majorité de députés confédéralistes ou séparatistes. (...) ■

## Le Grand Prix du brouillard, du mensonge et de l'incompétence.

Paul Durieux



Je ne vois pas un autre événement sportif qui ait réussi à susciter dans nos médias un tel déferlement d'intérêt que ce Grand Prix de Belgique de Formule 1. Du *Faire le Point* értébéen au *Controverse* értéliste, en passant par les manchettes de nos quotidiens et hebdomadaires, tous ont cherché à savoir et ... n'ont rien appris ou si peu!

**1e certitude**, les débats ont volé très bas et les informations distillées rivalisaient avec celles d'un Pinocchio qui ne parvenait pas à maîtriser l'allongement de son nez.

**2e certitude**, les responsables des quatre partis traditionnels ont trempé dans la signature des contrats, depuis l'"arc-en-ciel" (PS, MR, Ecolo) jusqu'au rouge-orange (PS, CDh).

**3e certitude**, les émoluments perçus par les membres du Conseil d'adminis-

tration chargé de gérer le Circuit de Francorchamps ainsi que les sommes que s'est octroyées M. Defourny, président de la société chargée d'organiser le Grand Prix, n'ont pas contribué à la santé budgétaire de l'entreprise. Après de bien longues et vaines palabres, la commission de l'Intérieur du Parlement wallon a commencé l'examen des responsabilités: 165 questions déposées, 20 personnalités sur la sellette. Pour déboucher sur quoi?



C'est presque déjà tout vu, puisque le bourgmestre de Waimies, particulièrement bien informé (du CDh comme le ministre Antoine), a déclaré, sans être démenti par quiconque, qu'une délégation du gouvernement wallon avait été reçue à Londres par le très chaleureux et honnête Bernie Ecclestone afin de lui demander de reprendre l'organisation du Grand Prix avec une dot de 6 millions d'euros d'argent public garanti sur

facture.

Comment ne pas faire le parallélisme entre la gestion désastreuse de ce dossier et celle tout aussi lamentable de la "Carolorégienne" et de tant d'autres sociétés de logements sociaux. Peut-on encore parler de démocratie quand celle-ci n'arrive pas, ou plus grave, ne veut pas arriver à faire la lumière sur les agissements des siens? La Wallonie n'en est-elle pas arrivée là? Si la réponse est positive, il y a urgence!

\*\*\*

### En marge du Grand Prix

Le circuit de Francorchamps se loue 100.000 euros par jour pour des essais automobiles. Celui du Castelet (France) se loue 300.000 euros par jour d'essai.

À la question de Pascal Vrebos qui lui demandait si cela ne le dérangeait pas que le "Grand Prix de Belgique" ne reçoive aucune aide de la Communauté flamande ni de l'État fédéral et dans ces conditions, s'il ne serait pas plus logique de parler de "Grand Prix de Wallonie", le sémillant Jean-Marie Happart a répondu qu'il "*s'en foutait*!". Venant du personnage, il doit s'agir d'une note d'humour... illustrant ainsi le mot de l'humoriste flamand Geert Hoste: «Les politiciens wallons vont me manquer, car ils me font beaucoup rire». ■

**Mercredi 25 janvier (à 20 h.), à la Maison Haute, place Wierner à Watermael-Boitsfort**  
**Conférence-débat: le Manifeste patronal flamand et ses conséquences**  
 avec **Marc Platel**, ancien directeur politique du *Belang van Limburg*  
 et **Paul-Henry Gendebien**, président-fondateur du RWF



## Crise des banlieues:

## Refonder l'esprit républicain

Les faits sont connus: incendie de milliers de voitures appartenant à des prolétaires ou des chômeurs, de crèches, d'écoles maternelles, de bus, de gymnases, d'entreprises et d'églises. Voici quelques points de vue d'éditorialistes. **Claude Imbert** (*Le Point*; *Le bûcher d'une politique*, 10.11.05) se demande: «Comment, dans nos banlieues, en est-on arrivé là? Pas le moment, vous dira-t-on, de répondre! Dommage! Car ce drame révèle comme jamais le vice qui, depuis des décennies, ruine notre vie publique: celui d'enfouir toutes les vérités qui fâchent sous l'angélisme ou la jérémiade, celui de préférer le prêche à l'action. Celui, en somme, d'une longue incurie.

Car enfin, le déferlement, depuis trente ans, d'une immigration incontrôlée si étrangère à nos croyances, à nos mœurs et à nos lois avait d'avance compromis le lent travail de biologie sociale que requiert une intégration heureuse, et d'ailleurs nécessaire. Le flux — surtout celui d'Afrique noire sans cesse grossi par le regroupement familial, voire polygame —, loin d'irriguer calmement la nation, aura constitué ces poches stagnantes où grouillent de mauvaises fièvres. Leur avenir était écrit d'avance. Mais... l'avenir arrive trop tard!

A ceux qui peignaient un échec inévitable, on répondit cent fois, mille fois que le fameux creuset intégrateur à la française mettrait bon ordre à ce désordre, et qu'il en irait de l'immigration maghrébine et d'Afrique noire comme, jadis, de l'italienne ou de l'espagnole. Historique aveuglement.»

Mais s'intégrer à quoi, demande le sociologue **Jean Baudrillard** (*Nique ta mère!*, *Libération*, 18.11.05) qui replace les événements dans un contexte et une crise beaucoup plus larges: «Mais, rassurons-nous, ce n'est pas le seul modèle français qui s'effondre, c'est le modèle occidental tout entier qui se désintègre, non seulement sous le coup d'une violence externe (celle du terrorisme ou des Africains prenant d'assaut les barbelés de Melilla), mais encore de l'intérieur même. (...) L'immigration et ses problèmes ne sont que les symptômes de la dislocation de notre société aux prises avec elle-même». D'autant que l'ultralibéralisme ravage nos sociétés

de plus en plus déboussolées, voire détraquées. C'est ce que pense **Régis Debray** (1), à juste titre nostalgique: (*Malaise dans la civilisation, suite - Le Monde*, 26.11.05): «Le feu sacré est redoutable. L'absence de sacralité, dévastatrice. Aujourd'hui, et partout en Europe, c'est le deuxième cas de figure qui pose question. Pauvreté (alors bien pire), discrimination des immigrés, crise du logement, exploitation de classe ont hanté pendant des décennies la ceinture rouge de Paris. On y réclamait le pain et les roses. On y défilait, on débrayait, on votait, on faisait le coup de poing — mais en plein jour, sous des étoffes claquant au vent et au son entraînant de La Marseillaise, en 1936, ou de L'Internationale, en 1950 — deux hymnes religieux s'il en est. C'était l'époque où le culte républicain, entretenu par l'école et le service militaire, puis le progressisme messianique du mouvement ouvrier faisaient lever des générations de militants. Où le gamin fils d'ouvrier et de femme de ménage aspirait avant tout à parler français "mieux qu'un Français de souche"! 2005 a vu disparaître de l'ancienne "zone" le drapeau rouge, a fortiori le tricolore. C'est moins le vert qui a pris la place que le United Colors of Benetton. Désaffiliés de tout, sauf de la marchandise, apparemment plus préoccupés par les signes de la richesse sur soi que par sa redistribution à tous, les enfants du streetwear et du zapping ont pour repères des marques de blouson et de chaussures. Damnés de la terre ou laissés-pour-compte du capitalisme? (...) La désublimation en cours porte dans ses flancs la désintégration européenne, fédérale, nationale et personnelle. Alimentée par un consumérisme sans rivage et par le désencadrement politique et la désaffection nationale (aggravée, chez nous, par la fin criminogène du service militaire obligatoire), la dépression du croire rendra de plus en plus douloureuse la vie en société. Parce qu'un supermarché n'a jamais suffi à faire une communauté. L'apothéose de la marchandise sur fond de crise économique a placé sous nos pieds, partout, une bombe à fragmentation».

En tout cas ce n'est pas d'Outre-Manche que viendra le salut. Car la crise n'est pas seulement franco-française, mais au moins européenne.

Et **Jean Daniel** (*Le Nouvel Observateur*, 17-23.11.05) de constater: «Les Britanniques, surtout, ont sauté sur l'occasion de nous rappeler que, malgré nos grands airs, notre "modèle" d'intégration n'est pas meilleur que celui de la Grande-Bretagne. (...) En Allemagne, en Espagne, en Italie, c'est très net, tous les débats ont tourné autour de la question: cela peut-il arriver chez nous?»

C'est ce que confirme **Eric Zemmour** dans *La faillite des modèles européens d'intégration des étrangers* (*Le Figaro*, 23.11.05): «Chaque modèle avait pourtant son génie propre, ancré dans son histoire, sa religion dominante, son tempérament >>>

national. L'anglais privilégiait la liberté; le hollandais, la tolérance; le français, l'égalité. L'anglais jouait de la dialectique féconde entre les communautés et le marché pour l'enrichissement de tous; le néerlandais frottait les communautés les unes contre les autres pour que la lumière jaillisse; le français laissait face à face l'individu et l'État pour l'émancipation de chacun. (...) Pour l'éternité, le général de Gaulle restera le pourfendeur le plus implacable — qui lui vaudrait aujourd'hui les foudres des tribunaux — de cette intégration, lorsqu'il déclarait dans une discussion à bâtons rompus avec Alain Peyrefitte: "Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri, même quand ils sont très savants. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau." (...) Mais les uns et les autres ont bien compris, à la fois effrayés et désespérés, que les déséquilibres démographiques de la planète étaient en train d'emporter comme fétu de paille des modèles plus que centenaires (...) et de provoquer des bouleversements inouïs, dignes de la fin de l'empire romain».

Foin de catastrophisme, voici d'autres sons de cloche, plus optimistes ou moins pessimistes, c'est selon. Ainsi à contre-courant de ce qui vient d'être dénoncé, **Laurent Joffrin** dans son article *Encore un effort pour être républicain* (*Le Nouvel Observateur*, 17-23.11.05) souligne que «La révolte des banlieues, in fine, est restée bien française et même, osons le mot, républicaine! En écrivant cela, on ne cherche pas le paradoxe gratuit, ni un fallacieux réconfort devant l'étendue de la crise. On ne veut pas plus trouver la moindre excuse à ceux qui brûlent des écoles ou agressent les personnes et qui doivent subir les rigueurs de la loi. Non, au fond du fond des violences urbaines que nous venons de vivre, on ne trouve pas l'ethnie, la coutume ou la religion, qui porteraient à terme le démembrement mental ou social de la République. On trouve l'injustice sociale. Si l'on excepte la frange violente et délinquante, qui doit être combattue, la vraie revendication des cités, ce n'est pas l'identité. C'est l'égalité. Quoi de plus républicain. (...) Le droit à la sécurité est inscrit dans nos lois républicaines. En pratique, il est retiré aux habitants des cités, qui aspirent pourtant, comme tout le monde, à la paix civile.»

Pour sa part, **Jean-Pierre Chevènement** dans *Notre incapacité à "faire France"* (*Marianne*, 12-18.11.05) est plus perplexe: «Cette crise interpelle à coup sûr l'idéal républicain: celui-ci est-il encore capable de donner corps à ses principes? Ou, au contraire, doit-il capituler en rase campagne, livrant les banlieues aux communautarismes?, et dénonce, goguenard, la gauche différentialiste (qui) penche pour la deuxième solution. Elle a toujours traîné les pieds pour donner corps à l'idéal de la citoyenneté: j'avais proposé, en 1999, de créer des préparations

rémunérées au concours de la fonction publique pour tous les jeunes défavorisés, et pas seulement pour les jeunes adjoints de sécurité préparant les concours de gardien de la paix. Alors que vont partir à la retraite des centaines de milliers de "babyboomers", c'eût été, et ce serait encore, l'occasion de mettre le pied à l'étrier à des dizaines de milliers de jeunes de banlieues qui manquent plus de ressources et d'entregent que de talent».

S'offusquant d'un silence incompréhensible de dix jours du président de la République, *Le Monde* (éditorial *Fracture urbaine*, 08.11.05) distribue les responsabilités: «La gauche et la droite portent des responsabilités dans cette déchirure du pacte républicain dans les banlieues. Mais, depuis trois ans, la droite est revenue au pouvoir. Il y a deux ans, le 21 octobre 2003 à Valenciennes, M. Chirac a ressuscité la fracture sociale en évoquant la nécessité de reconquérir les "territoires perdus de la République". "Ces difficultés, ces drames, cette fracture sociale qui menace de s'élargir en une fracture urbaine, ethnique et parfois même religieuse, ne sont pas des fatalités", assurait-il. Là encore, le diagnostic était juste et il y a aujourd'hui en France 300 cités sensibles. (...) Mais M. Chirac n'est plus candidat, il est président. Il n'a plus seulement à diagnostiquer où à se contenter de donner de tardifs coups de menton sur "la priorité absolue" de l'ordre. Il lui faut agir pour réduire la "fracture urbaine" qu'il a laissé s'élargir».

Un des plus talentueux analystes de la situation est incontestablement **Jean-François Kahn**, président du CA de Marianne, qui, sous le titre *Les vrais incendiaires!*, écrivait (19-25.11.05): «Les médias anglo-saxons l'ont seriné. Donc, leurs disciples français le répètent: l'embrasement des cités démontre l'échec du modèle républicain français. Or, quelques minutes de froide réflexion suffisent à faire apparaître une réalité inverse: c'est la démolition systématique, entreprise depuis vingt ans, du modèle républicain français qui vient de déboucher sur le désastre et l'embrasement des cités. (...) La décision du patronat le plus régressif de recourir, massivement, à l'importation de main-d'œuvre étrangère, y compris illégale, pour faire pression sur les salaires et refouler les acquis sociaux a débouché, le regroupement familial aidant, sur une immigration non régulée de masse, camouflée par le processus de naturalisation automatique: interdit de le voir, interdit de le dire! Fastoche! Les mêmes qui, de façon irresponsable et parfois criminelle, ont préconisé l'immigration libre, les frontières grandes ouvertes, allant jusqu'à "fasciser" toute demande de contrôle et de régulation des flux migratoires, confrontés aux conséquences de leur démagogique folie, à l'esclavagisation de centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses, à la relégation de populations entières dans de véritables camps >>>

urbains deregrouper, au sacrifice de générations d'adolescents abandonnés à eux-mêmes et livrés à la loi des caïds (malgré l'effort héroïque de certains enseignants et éducateurs), ceux-là, donc, loin d'esquisser la moindre autocritique (il suffit de lire la presse) ont émis une série de fatwas qui interdisent de voir et interdisent de dire!

Et, pour ce faire, ils utilisent deux dérivatifs: d'abord la criminalisation a priori et globale de la police (ce qui interdit, du coup, de sanctionner ses vraies bavures), bien que, dix-sept jours d'émeutes, dans 330 endroits simultanés, qui auraient fait 300 morts, au moins, aux États-Unis, n'ont pas fait une seule victime chez les émeutiers; et ensuite la lepénisation de la population française, alors même que, si on compare la situation actuelle à ce que provoquèrent des événements moindres en Italie, en Hollande, au Danemark, en Espagne ou en Allemagne de l'Est, elle a fait preuve d'un calme et d'une modération exemplaires.

Ceux qui ont pensé, organisé, poussé presque à son terme le processus de démolition de notre modèle social républicain portent une responsabilité considérable. Ceux qui, non seulement refusent de voir, mais terrorisent les plus lucides pour leur interdire de regarder et de dire, sont, en quelque sorte, les co-incendiaires. Raison de plus pour poser toutes les questions et oser les réponses».

Un cri d'enthousiasme de la rédaction de Marianne (Pourquoi nous combattons, 12-18.11.05) avait pré-

cédé ce réquisitoire: «Non, ce pays ne doit pas se soumettre, baisser les bras, accepter l'inacceptable, se coucher devant une barbarie économique et sociale que l'on décrète inéluctable, copier passivement des modèles au lieu d'en réinventer un, émancipateur et novateur, s'adonner à des rages incendiaires ou à la crispation sectaire qui font toujours le jeu de la réaction, se livrer à des aventuriers qui se présentent en sauveurs suprêmes. Il faut, au contraire, poursuivre et amplifier la lutte. Pour la République, pour la France, pour l'Europe et pour l'espèce humaine. Nous croyons, nous, à l'avenir. Nous repoussons le négativisme et le nihilisme. En avant toute!»

L'engagement et l'espérance donc. Wallonie France y croit!

Et pour conclure, appelons une fois encore Régis Debray: «Où est la Terre promise? L'île d'utopie? Le projet? Les valeurs? Cet assèchement mythologique raccorde cet épisode hexagonal au drame culturel européen. "Cherchons religion civile désespérément. Prière s'adresser d'urgence aux gouvernements de Paris, Madrid, Rome, Berlin, La Haye" (ndlr: et d'autres capitales)».

**Claudio Opassich**

(1) Point de vue partagé par Alain Finkielkraut dans une interview au journal israélien Haaretz. Le philosophe se retrouve aujourd'hui cloué au pilori pour ne pas être assez "politiquement correct".



## ÉCHOS DE FLANDRE

**décembre 2005  
Des Flamands  
parlent  
aux Flamands**

Bref retour sur l'entartage d'Elio Di Rupo à Gand, au café Le Charlatan où il devait participer à un débat avec Freya Van den Bossche (Laatste Nieuws, 21.10.05). Même si l'auteur de l'attentat pâtissier est un militant fasciste, le Flamand moyen partage largement son commentaire d'après-coup: « Nous nous marrons de l'offensive de charme de Di Rupo. Vous pensez bien que ce n'est pas pour nos beaux yeux qu'il apprend le néerlandais. Ou qu'il est vraiment venu ce mercredi soir pour débattre avec les jeunes socialistes flamands. Ce type n'a qu'un objectif en

tête: devenir Premier ministre. Et le pire, c'est qu'il est assez arrogant pour croire qu'il l'est ». Dans le même journal, le calamiteux Noël Godin déplore qu'il s'agisse d'une victime «de gauche» (sic) et non de droite! Merci pour Jean-Pierre Chevènement...

«La Wallonie continue à ployer sous le flot des scandales », c'est le titre que le Standaard étalait dans son édition du 18.10.05. Steven Samyn n'y voit que la partie visible de l'iceberg. Le journal ne manque pas de relever que Mons, le fief du Premier wallon, est lui-même touché via Raphaël Polet qui s'était octroyé un plantureux salaire dans la société de logement Toit et Moi. Dans une tribune libre (Knack, 19.10.05), Derk Jan Eppink souligne que « tous les dix ans, le PS assure qu'il va se moderniser et chaque décennie nous sommes déçus. Le PS ne résout aucun problème, il les laisse en l'état ». Marc Grammens (Journaal, 24.11.05) y va d'un commentaire acide: «Quelque chose doit changer en Wallonie. Et pour commencer, la Flandre doit arrêter de galvauder sa prospérité au travers d'une solidarité financière avec la Wallonie qui conduit au comportement irresponsable des politiciens locaux et constitue le terreau de la corruption wallonne. Il est >>>

désormais clairement établi que les transferts n'améliorent pas les conditions de vie de l'homme de la rue, mais bien celles d'une classe politique corrompue qui va jusqu'à piller les fonds destinés aux logements sociaux » Dans son éditorial du 23.11.05, Rik Van Cauwelaert, le rédacteur en chef du *Knack*, cite longuement l'article de P.-H. Gendebien paru dans *La Libre Belgique* (18.11.05). Sa conclusion: les affaires entachent aussi la réputation de Di Rupo.

Dans le *Standaard* (15.10.05), un tableau démontre que la part de l'impôt sur les sociétés payé par la Flandre est passée de 48,20 à 52,12 % en 10 ans alors que celle de la Wallonie dégringolait de 16,61 à 13,55%! Ludo Verhoeve, président du *Voka* (patronat flamand), a saisi l'occasion pour réclamer avec force la régionalisation de l'impôt sur les sociétés. Notamment pour pouvoir le baisser de façon à attirer de nouveaux investisseurs en Flandre. Le *Tijd* (28.11.05) non plus ne rate jamais l'occasion de stigmatiser les transferts de la Flandre vers la Wallonie et Bruxelles: «*La contribution de solidarité nationale avoisine le milliard d'euros* ». Depuis l'instauration en 1989 de cette cotisation obligeant la région la plus riche à soutenir les moins favorisées, le montant a plus que doublé.

Le *Morgen* (22.11.05) a interrogé Wilfried Martens sur l'avenir de la Belgique, au lendemain d'un colloque remarqué sur le sujet qui s'est déroulé au Parlement flamand. Et ce fidèle serviteur du Palais est plutôt pessimiste: «*La Belgique court à l'implosion* ». L'ancien Premier ministre envisage deux scénarios pour l'avenir: «*Soit une séparation de corps et de biens, soit une période de transition trouble (quoi que cela puisse signifier) qui débouchera peut-être sur le séparatisme* ».

Pas contents les Flamands de la plainte déposée contre le *Vlaams Belang* pour "islamophobie" par le milieu socialiste, à la suite d'une interview de Filip Dewinter accordée à un journal juif américain. Carl Devos, politologue à l'Université de Gand, se pose des questions (*Nieuwsblad*, 30.11.05): «*C'est assez curieux qu'un parti puisse décider de traîner un autre parti devant les tribunaux. Normalement, c'est la tâche de la magistrature. Ici, il s'agit d'un autre parti politique, d'un concurrent.* » Le très éclairé Luc Van der Kelen se fend d'un commentaire critique (*Laatste Nieuws*, 30.11.05): «*Les partis démocratiques doivent répondre à leurs adversaires par des arguments et des faits politiques. Pas en muselant la liberté de pensée* ». Et de conclure que ce comportement autoritaire ne fera que renforcer le sentiment d'une population inquiète qui partage cette "crainte de l'islam". Le débat se déplacera alors vers les clubs sportifs, les cafés, les Lions-Clubs et autres associations. Et cela, aucune action en justice ne pourra

l'interdire, poursuit l'éditorialiste. Le sondage *Stemmenkampioen* (*Laatste Nieuws*, 12.12.05) montre que 61% des Flamands verraient d'un mauvais œil une condamnation du *Belang* sur ce thème.

La possibilité de la scission de la Croix-Rouge a fait couler beaucoup d'encre. Ainsi le *Belang van Limburg* (12.12.05) écrit: «*Certains membres de la section flamande en ont marre de combler le puits sans fond wallon* ». Le *Morgen* du même jour critique le fait que, malgré les 30 millions d'euros du fédéral, les dettes de l'aile francophone sont passées de 10 à 15 millions d'euros. De plus, cette dernière fait davantage appel à du personnel rémunéré qu'à des bénévoles et les hauts mandataires s'octroient des salaires plantureux. Les responsables flamands évoquent la possibilité d'un curieux troc: le paiement des dettes de la Croix-Rouge francophone contre l'autonomie complète de l'aile flamande! Une préfiguration de l'avenir de la Belgique?

Réactions sévères à la suite de la démission forcée de Herman De Bode, manager de Mc Kinsey qui avait eu l'audace de signer le manifeste pour l'indépendance de la Flandre (voir ci-dessous). Le *Belang van Limburg* (9.12.05) estime qu'on en revient au temps du prêtre ouvrier Daens. Le directeur de *KPMG Belgium* a, pour sa part, déclaré au *Standaard* (9.12.05): «*Nous ne sommes pas dans une société communiste qui vise à museler les gens* ». Matthias Danneels (*Nieuwsblad*, 9.12.05) se fait encore plus virulent: «*La liste est sans fin. Que le B de Belgique serait utilement remplacé par le A d'Absurdistan se trouve une fois de plus prouvé* ». À propos, le baron Hugo Vandamme, membre influent du conseil d'administration du *Roularta Media Group* (*Le Vif*, *Télépro 1*) a également signé le manifeste.

Toujours plus fort, le *Stemmenkampioen* (*Laatste Nieuws*, 3.12.05), réalisé auprès de 10.000 (!) lecteurs, révèle qu'une majorité de 51 % se déclare en faveur de l'indépendance de la Flandre. Commentaire de Luc Van der Kelen: «*Le sondage démontre qu'il ne manque plus grand-chose pour faire pencher la balance et que l'unité de la Belgique est plus fragile en Flandre qu'annoncé* ». Les affaires wallonnes auraient particulièrement marqué l'opinion flamande. Plus anecdotique, un sondage de *VTM* (15.12.05) constate qu'un quart des Flamands (on doute que des francophones aient été interrogés!) estime que Philippe n'est pas prêt à succéder à Albert. Mais alors quand le sera-t-il! Plus grave, il ne s'en trouve que 5 % à le trouver sympathique, la plupart lui préférant Laurent (le côté Coluche plaira toujours au bon peuple). Gageons que le Palais n'en parlera pas dans son message de Noël.

\*  
\* \*

>>>

**Extraits** (traduction Han Renard pour Trends, [www.trends.be](http://www.trends.be)) de **l'interview de Remi Vermeiren**, ex-patron de la KBC (Knack, 1.12.05) à l'occasion de la publication du *Manifest voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa* (éd. Denkgroep In de Warandé, rue Zinner, 1, 1000 Bruxelles, 252 p.) :

**Remi Vermeiren** : Nous avons voulu énoncer un certain nombre de données socio-économiques concernant la Flandre, Bruxelles et la Wallonie, mais sans trop montrer du doigt les autres compatriotes.

**Les chiffres sont-ils suffisamment éloquentes ?** — En fait, oui. Les différences sont devenues tellement gigantesques qu'une seule politique socio-économique — car le niveau fédéral est encore toujours très important en cette matière — ne se justifie plus. (...)

**Pourquoi ne croyez-vous pas (ou plus) en un processus progressif de transfert de compétences aux Communautés et Régions ?** — Cela fait déjà 35 ans que nous suivons cette voie et la réforme de l'État n'est toujours pas terminée, loin s'en faut. Et pour chaque pas vers une plus grande autonomie, la Flandre doit payer un prix élevé. De plus, les accords communautaires successifs ont abouti à une répartition entièrement chaotique des compétences et à un appareil étatique inefficace. (...)

**Les flux d'argent, les fameux transferts, de la Flandre vers Bruxelles et la Wallonie sont un autre argument en faveur de l'indépendance. Ils constituent une menace pour la prospérité de la Flandre, dites-vous.** — Ces transferts constituent vraiment un handicap pour la Flandre. On pourrait à juste titre défendre l'idée qu'ils doivent cesser du jour au lendemain parce que la Flandre a elle-même besoin de moyens, par exemple, pour pouvoir supporter les frais liés au vieillissement de la population. Mais d'un autre côté, il n'y a pas de société qui ne soit jusqu'à un certain niveau solidaire des autres. C'est pourquoi nous proposons de mettre progressivement un terme à ces transferts, une sorte de tarissement étalé sur une période de dix ans.

**Mais cela entraînerait néanmoins une baisse considérable du niveau de vie en Wallonie.** — La Wallonie devra en effet consentir de sérieux efforts. Mais il faudra tout de même que cela arrive un jour. Sinon, la Wallonie restera dépendante de la Flandre — ce qui n'est tout de même pas une situation enviable —, car ces transferts peuvent tout au plus permettre une sorte de redistribution des revenus, mais pas un redressement économique. De plus, à la longue, ils risquent de pénaliser la Flandre et l'entraîner dans un déclin; alors les trans-

ferts s'arrêteront de toute façon, simplement parce que la Flandre n'aura plus les moyens de les réaliser. (...)

**Qu'est-ce qui tient encore la Belgique ensemble ?** — Principalement des arguments sentimentaux. La majorité des Flamands n'est pas acquise à l'indépendance, mais cette réticence est sans nul doute liée à la crainte de l'inconnu. Il y a naturellement encore l'establishment belge, les avantages financiers de la structure étatique belge pour la Wallonie et puis encore, certaines organisations de milieu de terrain comme les syndicats. La solidarité est leur core business et ils ne veulent donc rien savoir d'une éventuelle scission de la sécurité sociale. Mais les syndicats sont-ils bien honnêtes vis-à-vis de leurs membres et sont-ils tellement certains que les charges, qu'impliquent les problèmes de la Wallonie, reposent sur les bonnes épaules ? Via la sécurité sociale, elles pèsent en effet très lourdement sur les épaules des travailleurs flamands. Et on peut tout de même aussi se demander à quel point une politique est sociale quand elle accepte 20 % de chômeurs.

**Quel est le soutien dont bénéficie l'idée d'une Flandre indépendante dans le monde des affaires ?** — Je peux difficilement en dire quelque chose en termes généraux. Un nombre surprenant de personnes s'avère favorable à l'idée, bien qu'il y en ait naturellement aussi qui considèrent que ceci va trop loin. Et puis, il y a un grand groupe de personnes qui ne se prononcent pas. Elles éprouvent bien une attirance pour cette idée, mais craignent que leur image et leurs affaires en souffrent.

Joël Goffin

BAH ! GRÂCE À MES AMIS,  
J'AURAI DE QUOI ME RECYCLER !



Nederlandse tekst op aanvraag



## ÉPINGLE DANS LA PRESSE

### Une œuvre d'art insolite

On ne sait plus que trouver pour redorer le blason d'une Belgique en perdition. Ainsi, «*la Belgique est une fantastique œuvre d'art*», affirment, dans *Le Soir* (04.11.05), les écrivains Tom Lanoye, (Flamand) et Alain Berenboom (Bruxellois). La comparaison est pour le moins surprenante et même surréaliste, mot dont usent d'ailleurs les duettistes.

Le premier, qui se dit chanceux de vivre dans «*un pays qui tombe en morceaux (alors que) le continent prétend s'unifier*», est parvenu à discerner une réelle identité belge qu'il avoue... «*indéfinissable*! Voilà qui rappelle furieusement l'avocat Edmond Picard qui, à la fin du XIXe siècle et à grand renfort de phrases creuses, avait inventé "l'âme belge". Bel exemple de recyclage s'il en est!

Quant au second, il voit dans «*la Belgique un laboratoire de situations complexes, bureaucratiques, surréalistes, sympathiques, ridicules, humoristiques*». Il n'a pas fallu moins de six adjectifs pour qualifier un État au bord de l'implosion.

Anecdote révélatrice: Tom Lanoye qui demandait au porte-parole du ministre Luc Vanden Brande pour quelle raison il n'y avait pas d'accord culturel entre la Wallonie et la Flandre (alors que la Flandre en a signé avec l'Afrique du Sud et... le Kazakhstan) s'était vu répondre: «*Ils ne reconnaissent pas notre frontière*». Aussi sec!

Le même, qui se sent à la fois «*Belge et simultanément Anversois, Flamand et homo*» regrette de ne pouvoir voter pour Elio Di Rupo qui «*est bien habillé, homosexuel et a de l'humour. Ce sont trois raisons, pas vrai?*»

Péremptores en effet!

Alain Berenboom ajoute: «*Le flou est une caractéristique belge typique, (et) la folie géniale de la Belgique est que nous nous contentons d'adopter des positions vagues de sorte que chacun peut les interpréter à sa manière (ndlr: c'est bien là le problème). Et le carrousel continue de tourner. C'est politiquement dangereux, mais en même temps, ce cocktail rare semble fonctionner*».

Jusqu'à ce que le carrousel tombe en panne? Non, se rassure-t-il, «*la Belgique ne va pas du tout exploser. Elle est en crise depuis toujours*». En crise pour l'éternité alors? Décidément, le bon Alain a la foi chevillée au corps!

Résumons: la Belgique est un pays aussi flou que surréaliste, à la limite du virtuel. Au fond, ce n'est pas mal vu. Merci, Messieurs, on a bien ri.

### D'avantage de profs!

Hélas! cela n'a rien à voir avec Maria Arena, son Contrat pour l'école et les petits élèves wallons.

Au début de novembre, on apprenait que la Région flamande entendait renforcer la connaissance du néerlandais, jugée déficiente chez les élèves «étrangers», notamment francophones, de la périphérie bruxelloise.

Pour ce faire, 91 professeurs — flamands, cela va sans dire! — seront à leur poste dès janvier 2006 dans l'enseignement fondamental de ces communes à facilités. Le message est donc clair: là, c'est Mère Flandre qui fait le ménage!

### Tous en gris

Gris fumée, gris perle ou gris souris? Au début de novembre, on ne savait pas encore quelle valeur de gris le Flamand Pascal Smet (SP.A), ministre bruxellois de la Mobilité, avait choisie pour repeindre bus, trams et rames du métro de la Société des transports de Bruxelles.

Mais, le plus grave, selon Pierre Bouillon (*Le Soir*, 05-06.11.05), ce sont les mots inventés pour désigner les points de vente de cartes de transport:

«bootik» et «go.kiosk» pour les simples distributeurs de billets. À notre connaissance, aucun francophone n'a refusé ce charabia «*flamanglais*».

On savait déjà, conclut le journaliste, que la Flandre pesait lourdement sur «*Bruxelles-Kapitale*»; maintenant, «*on sait désormais, et avec clarté, que l'exécutif bruxellois est tenu en laisse par le gouvernement flamand*».

Ah Paskall! que n'as-tu opté pour le rose? C'eût été plus gai, plus visible et ... plus social-démocrate!

### Électeurs imbéciles à changer...

Dans son article *Si l'on changeait les électeurs* (*Manière de voir*, n° 83 - *Le Monde diplomatique*, octobre-novembre 2005), Anne-Cécile Robert écrivait: «*Le décalage (va) croissant entre les citoyens et leurs représentants. La réalité du corps social n'est plus exprimée par les instances intermédiaires (partis, syndicats) et les institutions décisionnaires*», dénonçant au passage les jugements méprisants portés sur les Français qui, le 29 mai, avaient osé dire non au projet de constitution européenne.

Et «chez nous»? Rien de tel assurément puisque les partis, surtout ceux dits de centre-gauche, avaient refusé la consultation populaire, jugeant que les élus seuls, bien sûr chauds partisans d'une Europe même néolibérale, étaient qualifiés pour trancher la question.

Or, le jour du débat sur le projet de Constitution européenne, seulement 15 députés wallons sur 75 étaient à leur poste!

Mesdames et Messieurs les représentants du Peuple, cela s'appelle se f... de vos électeurs!

### Tout est dans la manière

Selon les sondages, une grande majorité de Belges voudraient le rester. Pourtant...

>>>

«Il y a deux façons de demander à la Flandre d'en bas son avis sur l'avenir de la Belgique», disait M. David Levaux dans *Le Soir* (29.11.05):

«1. êtes-vous pour la séparation, le divorce belge? Nul doute qu'une grande partie des Flamands (mais pas une écrasante majorité) répondra "nee"; 2. êtes-vous pour ou contre le transfert à la Communauté flamande de nombreux paquets de compétences (Sécu, Justice, Travail, etc.) afin d'assurer au mieux l'essor de la Flandre et le bien-être de ses habitants? Nul doute qu'une majorité (petite ou grande) de Flamands répondra alors "ja".»

Dans de cas, ajoute-t-il, c'est «de facto la fin de la Belgique», voulue non pas par «quelques Flamands d'en haut», mais par une majorité de «Flamands d'en bas»!

«La politique de l'autruche (menée par) les responsables politiques et les principaux médias francophones» (ndlr: dont le journal fraîchement "relooké" qui imprime ces lignes). Pour votre courte et bonne analyse, merci, M. Levaux.

### Tristes anniversaires

«Crise wallonne et crise belge sont indissolublement liées», écrivait P.-H. Gendebien (*Le Soir*, 10-11.12.05) et ce n'est pas «le belgicisme fanatique de M. Di Rupo (qui) préservera ni le régime, ni la monarchie, ni l'existence de l'État».

Mais il n'y a pas que le PSI! Les trois autres partis francophones s'obstinent aussi à masquer la réalité: «La Belgique se défait et il faut en tirer les conclusions». Les partis ont-ils au moins une stratégie pour l'après-Belgique? Hélas! aucune.

Pourtant, «après le divorce, il n'y aura pas de miracle à la sauce belge»: pas de mini-Belgique sans la Flandre, ni de Wallobrux d'ailleurs non viable. «Si les partis francophones officiels veulent rendre un ultime service, qu'ils étudient les modalités d'un arrangement avec la France». Ce point de vue est approuvé par Jules Gheude dans sa "carte blanche" Pour qui sonnera le glas en 2007? (*Le Soir*, 20.12.05).

La balle de match est donc dans le camp des partis. Sauront-ils la jouer? On peut en douter. Seule la pression de la nécessité...

### ELIA déménage...

Dans ses livraisons de septembre et octobre 2005, *Diagnostic* avait dénoncé «le projet de déménagement du bureau d'études d'ELIA/BEL ENGINEERING vers Diegem en région flamande. Les Francophones (avaient) laissé faire et (s'étaient) aplatis».

En décembre, *Diagnostic* a publié une réponse de Benoît Cerexhe, ministre bruxellois de l'Économie. Après un petit mois de réflexion, il faisait savoir que ses "services compétents" étudiaient le dossier (sic).

«L'économie bruxelloise est donc dans de piteuses mains», conclut *Diagnostic*, celles de «Cerexhe l'incompétent».

Alerté lui aussi, Jean-Claude Marcourt, son alter ego wallon, «pourtant concerné par les investissements électriques en Région wallonne, n'a pas estimé utile de répondre».

Grâce à ELIA, on a appris que son bureau d'études déménagera bien à Diegem à la mi-2006!

Conséquence: **200 emplois de haut niveau perdus par la Région bruxelloise.**

Jacques Liénard

### Un cancer...

«La Belgique est un cancer» fait la une du journal satirique *Pan* du 16.11.05, en référence à "l'interview-joker" de Robert Collignon, ancien ministre-président de la Wallonie. Extraits:

**«Les récentes "affaires", ça vous inspire quoi?»**

— Souvent, ce sont des gens qui n'ont pas été formés pour la chose politique, et ils ont acquis des responsabilités qui les enivraient. Le pouvoir, il faut en user, sinon ça n'a pas de sens. Le tout, c'est de ne pas en abuser. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est Thucydide. (...)

**Et comment éviter les dérapages?**

— En remplaçant plus souvent les gens. Ou en empêchant les carrières omnipotentes. (...) Je trouve que la politique ne doit pas être un métier. (...)

**La Belgique Stop ou encore?**

— Je ne suis ni pour ni contre. Le problème, c'est que la Belgique est un cancer, un cancer avec des périodes de rémission. Les transferts de compétence vont revenir incessamment. Il y a une radicalisation du discours flamand. Il ne faut pas l'ignorer (...) C'est insupportable pour les Flamands d'imaginer un francophone Premier ministre, et ça accélérerait la désintégration de l'État belge.

**Pour aboutir à une nation francophone basée sur la Communauté française?**

— Je n'en ai pas le sentiment. La Communauté française ne correspond pas à ce que ressentent les Wallons. (...)

**Et la Wallonie aura-t-elle un jour la volonté de se prendre en mains toute seule comme une grande?**

— Le problème n'est pas de savoir si elle le voudra, elle y sera obligée. Ce qui manque dans le "plan Marshall", c'est une vision populaire pour créer une identité wallonne. La bataille se gagne avec les citoyens, pas au niveau des cabinets ministériels. Mais c'est un discours très difficile à faire passer. Parce que maintenant les hommes politiques sont davantage dominés par l'image plutôt que par l'idéologie. Ils vont se demander d'abord ce que pense la population. Donc, on ne va pas tracasser les Wallons qui se sentent d'abord Belges».

>>>

Ndlr: Tandis qu'en face, pour répondre au sentiment flamand revendiqué et affirmé avec fierté, tous les programmes électoraux et les discours au Nord sont axés sur les intérêts exclusifs de Mère Flandre. L'emballage "belge" n'est qu'accessoire, le Flamand s'en sert à sa guise

### Et le rattachement à la France?

— On pourrait leur confier notre Défense nationale, mais rester autonome. La communauté de langue est quelque chose d'essentiel et le cancer en Belgique, c'est qu'il n'y a plus de partis nationaux. Quel est le pays, même fédéral, où il n'y a pas de partis nationaux? On est dans la situation de la Bosnie-Herzégovine.»

(Ndlr: pour avoir une Défense "nationale", il faut une nation. Laquelle, dans ce cas?)

### Fiesta belgica

Le journal financier *L'Écho* du 26.11.05 rend compte du Manifeste séparatiste patronal flamand, ouvrage publié — la date n'est pas un hasard — le jour de la fête de clôture des 175-25 ans de la Belgique. Nous lisons: «*Explosif. C'est le terme approprié pour décrire la "sortie" médiatique d'une cinquantaine de "grands patrons" et "leaders d'opinion" flamands.*»

Réunis au sein du groupe *De Warande* — un club de réflexion qui, depuis quelques années, tient ses réunions très privées à côté du Parc de Bruxelles —, ils plaident pour la scission de la Belgique et l'indépendance de la Flandre dans une Europe des Régions:

(...) *Aucun politique ne figure parmi les signataires,*

*ses promoteurs espérant par là élever le débat au-dessus de toutes les polémiques politiciennes.*

*Le plaidoyer pour la scission des structures de l'État belge et une Flandre indépendante est solidement argumenté. (...) Aussi radical fût-il, ce nouveau brûlot ne doit toutefois pas surprendre. (...)*

*Le plaidoyer indépendantiste des entrepreneurs nordistes n'est ni neuf ni isolé. Il procède d'un discours assez monolithique en vigueur en Flandre. Un sondage (de Trends) montrait récemment que deux patrons flamands sur trois sont favorables à la scission de la sécurité sociale et de la fiscalité, et qu'un patron sur deux estime justifiée la présence du Vlaams Belang — un parti raciste mais aussi indépendantiste flamand au pouvoir. (...)*

Or, la Sécu est le principal ciment de la solidarité interpersonnelle entre Flamands et francophones. Sa régionalisation transformerait peu ou prou l'État belge en vaisseau fantôme.

«*Le manifeste piloté par Remi Vermeiren (l'ex-patron de la grande banque flamande KBC) fait donc partie d'une tendance lourde dans le monde économique flamand.*»

Et *La Libre* (26.11.05) souligne à ce propos: «*Ce qui peut impressionner, c'est le niveau des intervenants.*»

Marc De Middeleer

Solutions du jeu de la p. 17:

1 - C / 2 - B / 3 - C / 4 - B / 5 - A

## Et pour finir, parlons chiffres... (par Paul Durieux)

Que ce soit en France ou en Belgique, l'État accorde la possibilité de déduire fiscalement une partie du montant des dons versés à des O.N.G. ou autres institutions reconnues d'intérêt public. Comparons:

Vos revenus imposables	Degré d'imposition	Votre économie par tranche de 30 €	Votre coût réel par tranche de 30 €
<b>En France</b>			
Peu importe vos revenus imposables (66 % remboursés)	—	19,80 €	10,20 €
<b>En Belgique</b>			
De 0 à 6.950 €	25%	7,50 €	22,50 €
De 6.950 à 9.890 €	30%	9,00 €	21,00 €
De 9.890 à 16.480 €	40%	12,00 €	18,00 €
De 16.480 à 30.210 €	45%	13,50 €	16,50 €
Plus de 30.210 €	50%	15,00 €	15,00 €

## Wallonie-France

### Rédaction:

49B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège  
Tél. + fax: 04 253 26 47

**Rédacteur en chef:** Jacques LIÉNARD

### Secrétaire de rédaction:

Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.

**Secrétaire adjoint:** Boris COUNE

### Composition et mise en page:

Monique WESMAEL

**Trésorier:** Jacques BONNIVERT

tél. 04 388 27 00.

### Éditeur responsable:

Jacques-Yves CHARLIER,

34, rue de la Baume,

4470 St-Georges s/Meuse

Tél. + fax: 04 275 36 20

GSM: 0477 29 63 24.

### Correspondant en France:

Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac

Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

### Avec la collaboration de

Mme Edwina FASTREZ;

MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,

Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,

Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,

Paul DURIEUX, Joël GOFFIN,

Patrick HEUSCHEN, Pierre HUPET,

Daniel JOZIC, Michel LEMMENS,

Michel MARTENS, Pierre-René MÉLON,

Pierre MÉLOT, OCULUS,

Claudio OPASSICH, André PATRIS,

Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU,

Jacques ROGISSART, Eric SMETS,

Marc SUTOR, René SWENNEN.

### Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,

sénateur honoraire,

Robert COLLIGNON,

ancien président du Parlement wallon,

Philippe DETROZ, professeur;

Albert SALON,

ancien ambassadeur de France

président du Forum francophone

international (FFI)

et de Avenir de la langue française,

Dr Jean-Pierre LEVEQ, ancien député,

André PATRIS, directeur honoraire de la

Maison de la Francité,

Roger PINON,

professeur d'école normale e.r.,

Me René SWENNEN, écrivain et avocat

aux barreaux de Liège et de Paris.

## Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

\* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

\* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné: .....

rue ..... n° .....

code postal. .... localité. ....

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de m'adresser un exemplaire de la revue bimestrielle ou de l'envoyer à la personne ci-dessous:

Mme, Mlle, M. ....

rue ..... n° .....

code postal. .... localité. ....

pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois de .....

Je verse la somme de faveur de 5 euros (3 numéros) sur le compte bancaire n° 068-2271983-76 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées dans l'encadré ci-dessous).

Je désire\* (Je ne désire pas\*) que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

\* Biffer les mentions inutiles.

Date: ..... Signature: .....

## Abonnement

	Belgique	France et Europe
simple	17,00 euros	19,50 euros
soutien:	22,00 euros	24,50 euros
étudiant, chômeur:	8,00 euros	10,50 euros

À verser au compte **068-2271983-76** de *Wallonie-France* à 4130 Tilff

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.